

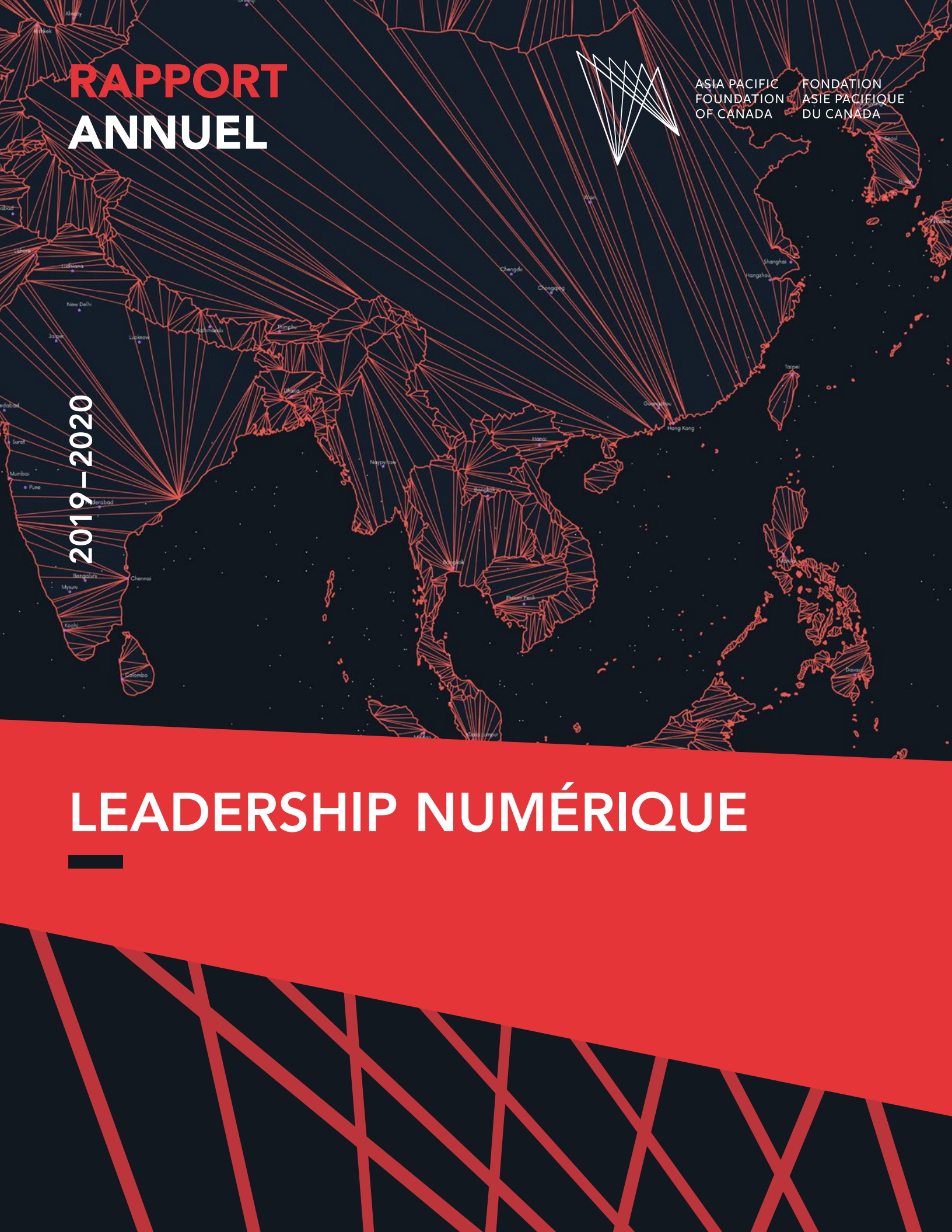
# RAPPORT ANNUEL

ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA

2019-2020

## LEADERSHIP NUMÉRIQUE





“

Indépendamment de ces défis croissants, je suis convaincu que, grâce à un engagement et à une collaboration continus avec des partenaires internationaux aux vues similaires, et en investissant dans les nouvelles technologies et les innovations au pays, le Canada en viendra à occuper un rôle de premier plan sur la scène mondiale et assurera sa prospérité économique future dans les années à venir.

| Président du conseil d'administration, l'hon. Pierre Pettigrew



## TABLE DES MATIÈRES

---

PILERS STRATÉGIQUES	4
LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
LETTRE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION	7
1. L'ANNÉE EN REVUE	8
2. NOTRE IMPACT	34
3. DANS L'ACTUALITÉ	44
4. ÉTATS FINANCIERS	48
5. DONATEURS	52
6. GOUVERNANCE	55
7. ANNEXES FINANCIÈRES	64

# PILIERS STRATÉGIQUES

## Thèmes transversaux

### Éducation

Augmenter les connaissances et la compréhension des jeunes Canadiens au sujet de l'Asie, en rehaussant les programmes d'études et en encourageant les séjours d'études à l'étranger et les stages en Asie.



### Réseaux

Soutenir les organisations transpacifiques qui rassemblent les acteurs du monde des affaires, du gouvernement et des universités.

# 1

### Commerce avec l'Asie

Analyser les principales tendances économiques en matière de commerce, d'investissement et de chaînes de valeur mondiales qui sont importantes pour le Canada et la région de l'Asie-Pacifique.



# 2

### Perspectives sur l'Asie

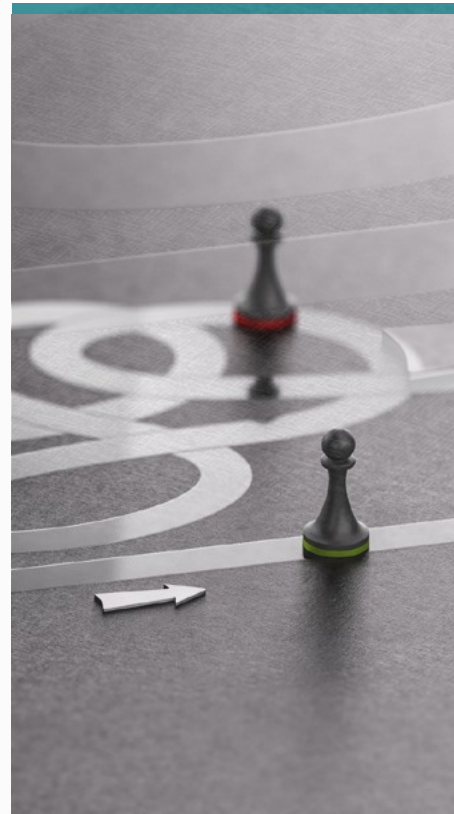
Faire la synthèse des perspectives sur l'engagement Canada-Asie au moyen de sondages et d'analyses de mégadonnées.



# 3

### Asie stratégique

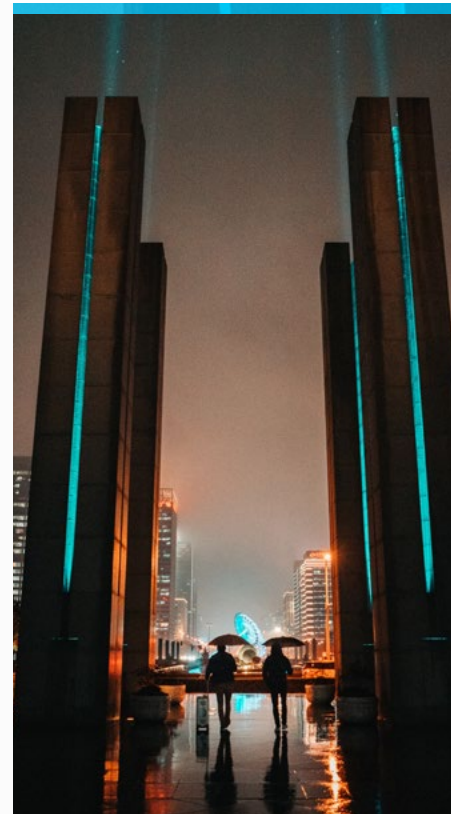
Examiner les événements et les tendances stratégiques qui sont liés à la sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique et leur impact pour le Canada.



# 4

### Asie numérique

Explorer l'impact des technologies de la quatrième révolution industrielle sur l'engagement actuel et futur du Canada dans la région de l'Asie-Pacifique.



# 5

### Renforcer les liens avec l'Asie

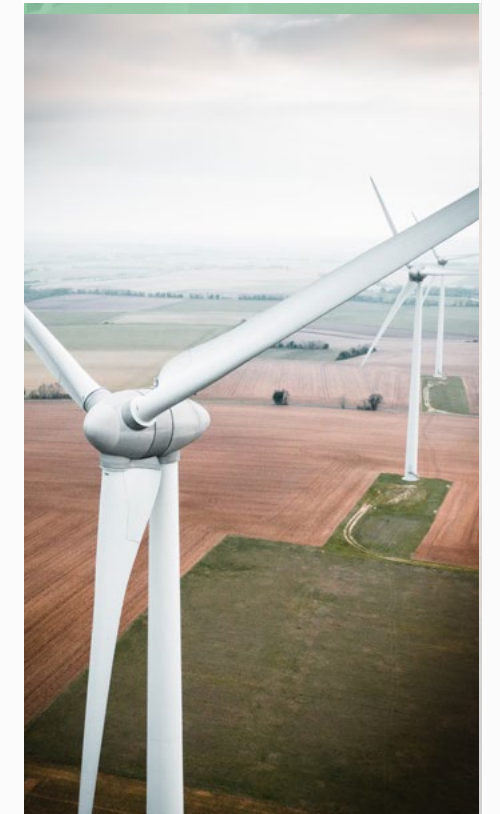
Fournir des recherches et des analyses sur l'importance de l'Asie aux Canadiens directement présents dans la région de l'Asie-Pacifique.



# 6

### Durabilité en Asie

Examiner le développement durable en Asie dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales et ses implications pour le Canada.



## LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, L'HON. PIERRE PETTIGREW

À la fin de l'exercice financier 2019-2020 de la Fondation Asie Pacifique du Canada, il était clair que nous vivons une période sans précédent. La pandémie de COVID-19 dépasse tout ce que nous avons connu et il est à espérer que nous ne connaîtrons plus jamais de tels événements de notre vivant.

Mais quand je me penche sur le Canada et le reste du monde, sur l'Asie-Pacifique et le travail de la Fondation, je crois que notre résilience, notre créativité et notre ingéniosité collectives nous permettront de nous montrer à la hauteur de la situation et de surmonter une catastrophe qui a perturbé l'économie mondiale et d'innombrables vies dans le monde.

D'autres tendances et enjeux mondiaux continuent d'avoir un impact négatif sur la vie et les moyens de subsistance des Canadiens, notamment la montée du régionalisme et du protectionnisme, les tensions commerciales croissantes entre les États-Unis et la Chine et, bien sûr, la détérioration des relations bilatérales Canada-Chine.

Indépendamment de ces défis croissants, je suis convaincu que, grâce à un engagement et à une collaboration continue avec des partenaires internationaux aux vues similaires, et en investissant dans les nouvelles technologies et les innovations au pays, le Canada en viendra à occuper un rôle de premier plan sur la scène mondiale et assurera sa prospérité économique future dans les années à venir.

L'Asie-Pacifique sera au cœur de la réussite future du Canada. La région continue à consolider sa position de centre de l'économie internationale. D'ici 2030, l'Asie-Pacifique devrait comprendre 65 % de la classe moyenne mondiale et, d'ici 2050, elle abritera quatre des dix plus grandes économies mondiales.

Reconnaissant qu'un « virage » vers l'Asie est essentiel pour l'avenir du Canada, la Fondation continue — grâce à ses programmes de **recherche**, d'**éducation** et de **réseaux** — à soutenir les gouvernements, les entreprises, les universités et la société civile du Canada à s'engager plus efficacement dans la région, à fournir aux Canadiens les connaissances nécessaires pour répondre aux débouchés et aux défis qui se présentent en Asie, et à tirer parti de notre expertise pour former la prochaine génération d'universitaires et de praticiens engagés en Asie.

Cette année, un nouveau document stratégique pour le gouvernement du Canada est au cœur du travail de la Fondation. Ce document souligne l'importance d'une « stratégie pour l'Asie » de « grande diversification », qui donne la priorité à l'avancement de nos intérêts nationaux et qui s'appuie sur les forces et les valeurs canadiennes pour démontrer notre engagement stratégique envers toute la région.

Les défis engendrent des possibilités et de l'innovation. En tant que principale organisation canadienne sur les relations et l'engagement Canada-Asie, la Fondation continue d'occuper une position unique pour aider le Canada et les Canadiens à réaliser ce potentiel croissant dans la région de l'Asie-Pacifique.

L'hon. Pierre Pettigrew



## LETTRE DE STEWART BECK, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION, FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

À la fin de l'exercice 2019-2020, la Fondation avait réussi à adapter ses recherches et ses programmes à un nouveau monde redéfini par la pandémie de COVID-19, un monde dans lequel l'Asie-Pacifique est une zone d'intérêt centrale, à titre de point focal initial d'un virus qui s'est rapidement propagé partout sur la planète.

Comme elles ont une longueur d'avance sur le Canada dans leurs politiques de réponse à la pandémie, les économies de l'Asie-Pacifique présentent des études de cas uniques pour les gouvernements, les entreprises et la société civile du Canada sous le choc des impacts sociaux et économiques de la COVID-19. En mars, notre équipe de recherche a commencé à suivre ces réponses dans toute la région Asie-Pacifique, en présentant ses analyses dans notre bulletin d'information périodique [Asia Watch](#), et en colligeant ses conclusions dans un nouveau module interactif de cartographie, intitulé [Mapping the Asia Pacific's COVID-19 Response](#).

En plus de nos travaux revêtant de multiples facettes pour répondre à la pandémie, la Fondation continue de faire montre de son leadership en dirigeant la conversation canadienne sur l'Asie-Pacifique, en particulier dans les secteurs émergents qui constituent la quatrième révolution industrielle, notamment les mégadonnées, l'intelligence artificielle, l'Internet des objets et le commerce électronique.

Cette année, notre thème du « leadership numérique » a occupé une place de premier plan dans nos efforts pour produire des recherches d'actualité et des analyses exploitables pour les chefs d'entreprises et les dirigeants de gouvernements, pour réunir les leaders d'opinion de l'Asie-Pacifique sur de nouveaux sujets importants pour les Canadiens et pour renforcer les « compétences sur l'Asie » de nos jeunes Canadiens de plus en plus présents dans le monde numérique.

Nulle part ailleurs qu'en Asie-Pacifique ne sont le pouvoir de transformation et l'influence de l'économie numérique aussi solides, ce qui fait de la région un nouveau centre de croissance et d'innovation mondiale. Cette année, je suis extrêmement fier du travail accompli par nos équipes pour leurs recherches sur et leurs rapports sur des innovations et des applications en Asie que le Canada peut exploiter pour son propre progrès et sa prospérité, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, du commerce électronique et du recoupement de plus en plus complexe, mais important, de la technologie et de la géopolitique.

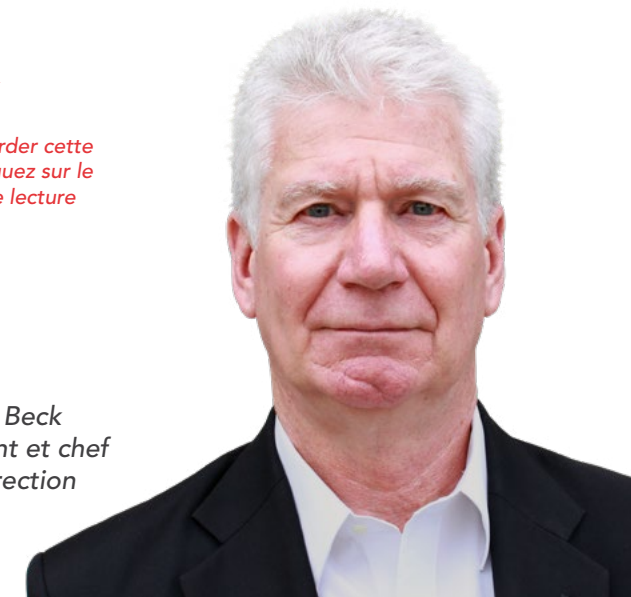
De nos projets de recherche et sondages ciblés à nos programmes d'éducation et à l'activation de nos réseaux, la Fondation a prouvé son engagement permanent à mener le Canada vers un avenir axé sur les économies dynamiques de l'Asie.

Ces activités, ainsi que d'autres dont vous pourrez prendre connaissance dans le Rapport annuel 2019-2020 de la Fondation Asie Pacifique du Canada, démontrent notre engagement résolu et continu envers notre mission de catalyseur de l'engagement du Canada envers l'Asie et de trait d'union entre l'Asie et le Canada



Pour regarder cette vidéo, cliquez sur le bouton de lecture

Stewart Beck  
président et chef  
de la direction



# 01.

## L'ANNÉE EN REVUE

- Documents de fond
- Changement stratégique
- Analyses éclairantes d'Asia Watch
- Conférences importantes
- Dossier Chine
- Partenariat APEC-canada pour l'expansion des Entreprises
- Missions commerciales féminines
- « Compétences sur l'Asie », éducation et jeunesse
- Faits saillants de nos thèmes de recherche
- Réseaux
- La voie de l'avenir

Le 17 janvier 2020, les analystes de la Fondation avaient été parmi les premiers à signaler qu'« une nouvelle souche de coronavirus, qui produit des symptômes ressemblant à une pneumonie » avait tué deux personnes à Wuhan, en Chine, l'épicentre de l'épidémie. Ils avaient lancé une mise en garde – dans le bulletin d'information Asia Watch de cette journée-là – rappelant que les régions métropolitaines de Vancouver, de Toronto et de Montréal sont des destinations populaires parmi les millions de ressortissants chinois qui se rendent à l'étranger fin janvier pour les vacances du Nouvel An lunaire, qui durent un mois.

Deux mois plus tard, jour pour jour, la Fondation a fermé ses bureaux de Vancouver et de Toronto et, comme la plupart des entreprises et organisations canadiennes prises de cour par la pandémie, a rapidement adopté un nouveau modèle de « travail à domicile » faisant appel à la technologie numérique et la connectivité virtuelle.

La fin de l'exercice 2019-2020 a été malencontreuse, puisque quelques mois plus tôt, la Fondation avait organisé deux conférences internationales, accueilli la toute première mission commerciale canadienne féminine en Asie, organisé des ateliers pour les entrepreneurs des économies de l'APEC au Chili et au Pérou, et organisé plusieurs lancements de projets en direct et d'événements de réseautage à Vancouver et à Toronto.

En passant au monde virtuel des appels sur Zoom et des canaux Slack, la Fondation s'est retrouvée en terrain connu : l'espace numérique. Dans le cadre de nos travaux de l'année dernière — de nos projets de recherche et de nos sondages ciblés à nos programmes d'éducation et à l'activation des réseaux —, la Fondation a démontré son engagement continu envers le leadership numérique.

Bien avant que le monde n'adopte le numérique en réponse à la COVID-19, la Fondation suivait, analysait et rendait compte du pouvoir de transformation et de l'influence de l'économie numérique et de ses éléments constitutifs, notamment les mégadonnées, l'intelligence artificielle, l'Internet des objets et le commerce électronique. Lorsque ces éléments se recourent avec le commerce et l'investissement, la sécurité et la gouvernance, entre autres, nous avons étudié et fait rapport sur les innovations et les applications que le Canada peut exploiter pour son propre progrès et sa prospérité.



Nulle part ailleurs, le pouvoir de transformation de l'économie numérique n'a été aussi omniprésent que dans la région Asie-Pacifique. La région continue de consolider sa position de centre de l'économie internationale : d'ici 2030, l'Asie-Pacifique devrait comprendre 65 % de la classe moyenne mondiale et, d'ici 2050, elle comptera quatre des dix plus grandes économies mondiales. De ses économies en développement à ses économies développées, la région est numériquement reliée, technologiquement avisée, et déborde d'innovation et d'ingéniosité entrepreneuriale.

L'Asie est indéniablement une puissante force mondiale, ce qui présente d'immenses possibilités pour le Canada. L'année dernière, la Fondation a non seulement concentré son attention sur la région la plus dynamique du monde en termes de croissance et de possibilités économiques, de sécurité, d'évolution politique, de défis liés au changement climatique et de tendances démographiques, mais elle a également exploré le filon numérique qui traverse désormais ces domaines vitaux.

À cette fin, la Fondation a continué à fournir le type de veille de haut niveau et d'analyses fondées sur des preuves qui sont nécessaires au développement du rôle de leader potentiel du Canada dans la région. Nous avons mis à profit nos recherches pour aider les gouvernements et les entreprises du Canada à s'engager plus efficacement auprès des États de l'Asie-Pacifique et sur les marsés de cette région, nous avons fourni au public canadien les connaissances nécessaires pour faire face aux possibilités et aux défis uniques qui se présentent dans la région, et nous avons tiré parti de notre expertise institutionnelle et de notre vaste réseau pour former la prochaine génération d'universitaires et de praticiens canadiens spécialistes de l'Asie.

Ce qui suit est un aperçu de la programmation, des activités et des résultats de la Fondation Asie Pacifique du Canada pour l'exercice de 2019-2020, du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, et de nos efforts constants pour fournir un leadership numérique dans l'espace d'engagement Canada-Asie.

## DOCUMENTS DE FOND

Au cours de l'année écoulée, bien des choses ont changé dans le monde et dans la région Asie-Pacifique. En plus des effets profondément perturbateurs de la pandémie qui a commencé à se manifester à la fin de notre exercice financier, le régionalisme économique et le nationalisme populiste sont désormais fermement ancrés dans les principaux pôles de l'économie mondiale, repoussant la marée montante de la mondialisation qui mettrait du vent dans les voiles de tous les bateaux. Dans la région Asie-Pacifique, l'incertitude et l'instabilité — sous forme de tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, d'une détérioration des relations bilatérales Canada-Chine ou d'une militarisation accrue de conflits allant de la mer de Chine méridionale au Cachemire sous contrôle indien — se sont accrues et continuent de s'étendre.



Plus que jamais, le rôle de la Fondation en tant que principale organisation canadienne sur les relations canado-asiatiques est vital, et notre mission de fournir **un catalyseur pour l'engagement avec l'Asie et un pont vers le Canada** n'a jamais été aussi urgente.

La Fondation demeure déterminée à renforcer les relations économiques par le commerce, l'investissement et l'innovation; à promouvoir l'expertise du Canada en proposant des solutions aux problèmes de l'Asie en matière de changement climatique, d'énergie, de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles; à renforcer

les compétences et les savoir-faire sur l'Asie chez les Canadiens, dont les jeunes; et à améliorer la compréhension générale des Canadiens sur l'Asie et son influence mondiale croissante.

Dans le cadre de ces activités, nous travaillons avec les entreprises, les gouvernements et les universités afin de fournir des considérations politiques concrètes et, de plus en plus, des informations commerciales en temps réel aux parties prenantes dans toute la région Asie-Pacifique.

Mais nous sommes toujours d'avis que l'élaboration et la mise en œuvre d'une **stratégie globale et complète pour l'Asie**, qui s'appuie sur les forces et les valeurs canadiennes pour démontrer l'engagement stratégique de notre pays dans toute la région, doit être une priorité immédiate de tout gouvernement canadien.

À cette fin, nous avons produit en janvier un document stratégique de fond pour le gouvernement du Canada, intitulé [Canada as a 21st Century Pacific Power : Toward 'Broad Diversification' in Asia](#). Avec la contribution de nos attachés de recherche distingués et d'autres acteurs clés, notre vice-président à la recherche, M. Jeffrey Reeves a préparé ce document qui fait suite à notre document intitulé [Building Blocks for a Canada Asia Strategy](#), publié en janvier 2016.

Malgré l'incertitude et l'instabilité dans la région, il existe encore plus de possibilités d'engagement diplomatique et commercial en Asie-Pacifique, en particulier dans des domaines comme la diplomatie des puissances moyennes et le régionalisme économique. Notre nouveau document de stratégie identifie ce que nous, à la Fondation, considérons comme les problèmes géopolitiques et géoéconomiques les plus urgents de la région et définit les paramètres dans lesquels les décideurs politiques peuvent agir.

De nature impartiale, le document évite de prescrire des mesures politiques spécifiques. Il sensibilise plutôt les membres du gouvernement sur la situation régionale, afin qu'ils puissent

élaborer des politiques en connaissance de cause. Fait important, au sujet du problème difficile de la détérioration des relations bilatérales Canada-Chine, le document reconnaît que la Chine est notre deuxième plus grand partenaire commercial et une grande puissance mondiale.

L'apparente volonté de Beijing de prendre des otages diplomatiques et d'utiliser la coercition directe pour garantir ses propres intérêts nationaux soulève de sérieuses inquiétudes quant à la politique étrangère du pays. Mais, à notre avis, il est dans l'intérêt du Canada de continuer à développer des liens économiques étroits lorsque et là où cela est dans l'intérêt national du Canada.

Il est évident que le Canada peut tirer profit du commerce, d'investissements et d'une recherche et développement conjointe avec la Chine, à condition que cela se fasse dans le respect des valeurs canadiennes, dans les secteurs où nous avons un avantage concurrentiel et dans le cadre de forums multilatéraux où règnent la transparence, la bonne gouvernance et l'État de droit.

De plus, le rapport *Toward 'Broad Diversification' in Asia* affirme qu'en élaborant une « grande stratégie » régionale, le Canada doit :

- Définir une approche stratégique pour gérer sa position entre les États-Unis et la Chine.
- Prouver aux pays de l'Asie-Pacifique que le Canada est un acteur indépendant et non pas à la merci des intérêts américains.
- Faire montre d'un engagement stratégique envers l'Asie, au moyen d'un engagement bilatéral et d'un dialogue multilatéral.
- Investir dans le développement d'une capacité nationale de surveillance et de réaction aux développements régionaux de manière à démontrer le leadership et les valeurs du Canada.
- Établir des relations avec d'autres « puissances moyennes » régionales et, en particulier, se tourner vers l'ANASE et ses États membres, pour trouver des possibilités de rapprochement.

## CHANGEMENT STRATÉGIQUE

La Fondation mène des recherches qui fournissent des renseignements, des aperçus et des perspectives de grande qualité, pertinentes et opportunes sur les relations entre le Canada et l'Asie. Elle travaille également avec les entreprises, le gouvernement et les acteurs universitaires, pour fournir des réflexions politiques réalisables et une veille économique réelle, en particulier dans les secteurs florissants de l'intelligence artificielle, du commerce électronique, des technologies propres et de l'énergie renouvelable, qui sont des secteurs alignés sur la politique intérieure canadienne en matière d'investissement dans l'écosystème de l'innovation.

Pour étoffer cette réorientation au cours du présent exercice, la Fondation a adopté trois priorités essentielles (**Recherche, Éducation et Réseautage**). Elle a également augmenté ses **thèmes de recherche**, qui sont passés de quatre à six : **Commerce avec l'Asie, Perspectives sur l'Asie, Asie stratégique, Asie numérique, Renforcer les liens avec l'Asie et Durabilité en Asie**. Tous privilégient les réflexions politiques et la veille économique à l'intention des acteurs de toute l'Asie-Pacifique.

De plus, le contenu de la recherche de la Fondation a été rationalisé pour inclure des **rapports** périodiques, des **notes de synthèse politiques**, des **études de cas**, des **dépêches**, des **webinaires** et le bulletin d'information trihebdomadaire **Asia Watch** qui, ensemble, soutiennent nos nouvelles thématiques.



Aujourd'hui, plus que jamais, il est important que le Canada diversifie ses relations géopolitiques et commerciales en se concentrant à nouveau sur l'Asie Pacifique. En soutenant ce virage, la Fondation a développé un modèle commercial qui nous permet d'augmenter nos ressources, tant financières qu'humaines, tout en maintenant un juste équilibre avec son travail pour le « bien public ».

Pour soutenir ce modèle commercial de « monétisation de la recherche », la Fondation a consolidé cette année ses fonctions liées au **développement commercial** en mettant sur pied une équipe chargée de structurer les produits et services de recherche et de veille économique de la Fondation autour des trois thèmes prioritaires de l'organisation (recherche, éducation et réseautage).

Cette équipe travaille désormais à tous les paliers de la Fondation, et à l'extérieur avec les entreprises, le gouvernement et des acteurs universitaires, pour commercialiser nos produits de recherche et nos services, dans le but de générer des revenus pour soutenir les activités générales de la Fondation. L'objectif de l'équipe Développement des entreprises est d'intensifier nos efforts actuels et d'ajouter de nouvelles voies au financement externe de la Fondation (subventions, parrainage et collecte de fonds). Actuellement, l'équipe offre des **recherches personnalisées**, des **données**, des **notes d'information stratégique** et de la formation sur les **compétences sur l'Asie** aux organisations canadiennes, des services supplémentaires payants en plus des produits de recherche de base que nous continuons à fournir dans l'intérêt du public.

## ANALYSES ÉCLAIRANTES D'ASIA WATCH

Le 8 mai 2019, la Fondation a lancé Asia Watch, pour remplacer notre **fil de presse Canada-Asie**, qui compilait essentiellement les manchettes internationales, par un service de bulletin d'information plus robuste. Produit tous les lundi, mercredi et vendredi, Asia Watch présente les dernières nouvelles, tendances et questions importantes pour les Canadiens (y compris les réponses à la COVID-19 dans la région lorsque la pandémie s'y est implantée plus tard dans l'année), réunies par notre équipe d'analystes de recherche. Le contenu d'Asia Watch est également affiché sur une carte interactive sur notre page d'accueil et figure régulièrement parmi les cinq pages les plus visitées chaque mois.

Du 8 mai 2019 au 31 mars 2020, l'équipe de recherche de la Fondation a publié 508 articles dans 127 éditions d'Asia Watch, dont six éditions spéciales (manifestations de Hong Kong, guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, 70e anniversaire de la République populaire de Chine, guerre commerciale entre le Japon et la Corée du Sud, élection à Taïwan et visite de Trump en Inde). Les abonnés à ce service de bulletin d'information gratuit ont augmenté de 33 % depuis son lancement, et il touche désormais plus de 8 400 lecteurs chaque semaine.



À la mi-mars 2020, la Fondation a recentré Asia Watch, afin de saisir ce qu'elle considère comme les questions les plus pertinentes en Asie pour la réponse actuelle du Canada à la pandémie. Le bulletin d'information est rapidement devenu la base de notre plan de publication, alors que notre équipe de recherche commençait à donner la priorité aux analyses de veille politique et économique, ainsi que sur les risques, par rapport à ses offres de recherche plus traditionnelles.

Lorsque des questions spécifiques nécessitent une évaluation plus approfondie, les synopsis de l'équipe sont étoffés en dépêches de 1 000 mots appelées Conversations sur la COVID-19. Devenues le pilier de notre contenu publié après mars 2020, elles seront présentées dans le rapport annuel de l'année prochaine.

Les dépêches des Conversations sur la COVID-19 sont conçues pour répondre aux questions suivantes à l'intention des acteurs canadiens du gouvernement, des entreprises et de la société civile :

- Que se passe-t-il en Asie au sujet de la COVID-19 qui touche les intérêts nationaux canadiens?
- Que font les États aux niveaux macro et micro pour répondre à la COVID-19? Quelles leçons le Canada peut-il en tirer?
- Quels sont les impacts sociaux de la COVID-19 en Asie? À quoi le Canada peut-il s'attendre?
- Quels sont les problèmes potentiels, pour le Canada, de la dislocation à court, moyen et long terme de l'Asie? Comment les États asiatiques relèvent-ils des défis similaires?
- Dans quels domaines les États asiatiques ont-ils un avantage comparatif? Quelles leçons les dirigeants nationaux et provinciaux du Canada peuvent-ils en tirer?

## PRINCIPALES CONFÉRENCES

### The Free and Open Indo-Pacific: Charting a Common Approach

#### Lieu

Vancouver (C.-B.)

#### Date(s)

22-23 janvier 2019

#### Thème

Même si le concept de l'Indo-Pacifique libre et ouvert (IPLO) fait l'objet d'un vaste débat, l'absence d'une compréhension commune de ses paramètres menace sa validité et sa viabilité. La conférence a facilité les dialogues critiques entre les parties prenantes de diverses régions et nationalités dans le but de « définir une approche commune » du concept de l'IPLO.

#### Qui

Ambassade du Japon au Canada, Affaires mondiales Canada, Ministère de la défense nationale, Toyota, Hitachi, CAE, Fujitsu, Mistui & Co. (Canada) Ltd.

#### Résultats

Déclaration aux médias, notes de la conférence, document analytique (à publier en septembre 2020), et travail préparatoire et discussion ouverte pour une série annuelle de dialogues Vancouver-Asie.

### Technology and Geopolitics: Navigating a Future of Tech Uncertainty

#### Lieu

Toronto (Ontario)

#### Date(s)

9-10 octobre 2019

#### Thème

Rassembler des parties prenantes d'un large éventail de milieux, de secteurs et de nationalités, afin d'aborder les implications des chevauchements en évolution rapide entre la géopolitique et la technologie, de repérer les principales possibilités et les principaux défis, et de donner un aperçu de la manière dont le Canada peut et doit s'y prendre pour résoudre ces problèmes.

#### Qui

Affaires mondiales Canada, McCarthy Tétrault, Telus, Conseil canadien des entreprises.

#### Résultats

Rapport de conférence publié.

## CONFÉRENCES IMPORTANTES

Cette année, la Fondation a organisé deux grandes conférences : une sur la technologie et la sécurité à Toronto en octobre 2019, et une sur la sécurité à Vancouver en janvier 2020. Ces deux conférences (d'avant la pandémie) ont prouvé la capacité de la Fondation à réunir des cohortes uniques d'acteurs internationaux autour de questions politiques d'une importance croissante pour l'avenir du Canada.

Le forum Technology and Geopolitics: Navigating a Future of Tech Uncertainty qui s'est tenue à Toronto les 9 et 10 octobre, était un dialogue à huis clos entre 90 experts politiques et praticiens de divers domaines pour explorer l'approche stratégique du Canada en matière de technologie, de sécurité et de gouvernance. Compte tenu de l'évolution rapide du contexte technologique et géopolitique actuel, la Fondation a estimé qu'il n'avait jamais été aussi important de discerner les principales possibilités et les principaux défis pour le Canada selon une perspective de haut niveau, mais avec une applicabilité pour les personnes qui travaillent dans le secteur des technologies numériques.



Charles S. Morgan, associé et coleader du groupe du droit des technologies de l'information de McCarthy Tétrault, en train de prononcer un discours sur la gestion des données et la gouvernance au sein du G20 et ailleurs, lors de la conférence Technology and Geopolitics à Toronto, le 10 octobre 2019.

Les panels de la conférence se sont concentrés sur le lien entre la sécurité nationale et la technologie; l'impact de la sécurité nationale sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement technologique; la gestion des données et la gouvernance; et les investissements et les partenariats en R et D dans le domaine de la technologie et des secteurs connexes.

Organisée en partenariat avec Affaires mondiales Canada, McCarthy Tétrault, Telus, et le Conseil canadien des affaires, la conférence a produit un [rapport de synthèse](#) public, qui énonce les tendances et les sujets de préoccupation, dont la gouvernance des données et les questions de sécurité nationale, l'impact sur les chaînes d'approvisionnement, la R et D et la rétention des talents, ainsi que cinq recommandations stratégiques spécifiques pour le gouvernement du Canada, montrant à nouveau le leadership numérique de la Fondation dans l'un des secteurs les plus dynamiques du Canada — et du monde.

Le format de type symposium intime a permis d'approfondir les relations avec des contacts clés dans le domaine de la technologie et de l'innovation, a montré la capacité de la Fondation à rassembler des groupes d'acteurs pertinents au sujet d'enjeux délicats, et a facilité le dialogue qui a permis de fournir des conseils stratégiques opportuns et réalisables.

Le domaine de la technologie et de l'innovation est un domaine d'intérêt permanent pour les Canadiens — et central pour sa prospérité future. Évaluant rapidement, il est touché par les changements géopolitiques dans la région Asie-Pacifique. Les questions soulevées dans ce forum continuent d'alimenter les activités du pilier de recherche Asie numérique de la Fondation, qui s'efforce de dégager les principales possibilités et les principaux défis pour le Canada et les entreprises canadiennes qui œuvrent dans des domaines recoupant la géopolitique et la technologie.

La conférence The Free and Open Indo-Pacific: Charting a Common Approach qui s'est tenue à Vancouver les 22 et 23 janvier, était la toute première conférence canadienne sur l'Indo-Pacifique. La conférence a exploré les différentes interprétations du concept de l'« Indo-Pacifique libre et ouvert » (IPLO), dans le cadre des processus d'élaboration des politiques intérieures, extérieures et de sécurité des États. Les conférenciers et les participants venaient du Canada et du Japon, ainsi que des États membres de l'ANASE, de l'Australie, de l'Inde et des États-Unis.



Charles S. Morgan, associé et coleader du groupe du droit des technologies de l'information de McCarthy Tétrault, en train de prononcer un discours sur la gestion des données et la gouvernance au sein du G20 et ailleurs, lors de la conférence Technology and Geopolitics à Toronto, le 10 octobre 2019.

Avec le soutien marqué de l'ambassade du Japon au Canada, d'Affaires mondiales Canada et du ministère de la Défense nationale, et sous l'égide de plusieurs entreprises de premier plan, dont Toyota, Hitachi, CAE, Fujitsu et Mitsui & Co, la conférence « IPLO 2020 » a attiré 110 participants, avec un discours liminaire prononcé par l'amiral (retraité) Scott H. Swift, ancien commandant de la flotte américaine du Pacifique.



**L'énoncé de synthèse** qui a conclu l'IPL0 2020 a été exceptionnellement bien accueilli sur les médias sociaux, ce qui a valu à la Fondation 144 nouveaux abonnés pendant la conférence, et a fait participer quelque 76 000 personnes aux médias sociaux au cours de nos campagnes du 15 au 28 janvier. Le magazine Business in Vancouver a aussi présenté un reportage sur l'IPL0 2020, intitulé « **Canada Urged to Broaden its Asian Horizons** ». Une note de synthèse portant sur cette conférence sera publiée au début de l'automne 2020.

Même si le concept de l'IPL0 fait l'objet d'un vaste débat, l'absence d'une compréhension commune de ses paramètres menace sa validité et sa viabilité. La conférence de la Fondation a non seulement facilité les dialogues critiques entre les acteurs de diverses régions et nationalités afin de « définir une approche commune » sur l'IPL0, elle a également dégagé une lacune dans la politique stratégique pour un débat plus informé sur l'IPL0 et les enjeux géopolitiques, économiques et de sécurité qu'elle est censée aborder.

Nous avons l'intention de tirer parti de la réussite de cette conférence sur la sécurité géopolitique, en la transformant en une série de dialogues annuels entre Vancouver et l'Asie, qui explorent les questions de géopolitique et de sécurité dans l'Asie-Pacifique qui sont particulièrement pertinentes pour l'engagement futur du Canada dans la région. Un rapport spécial sur la conférence IPL0 2020 et la nécessité d'un dialogue international poussé et continu sur l'important concept important d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert » paraîtra dans le numéro d'automne 2020 de la publication de revue du National Bureau of Asian Research, Asia Policy.

## DOSSIER CHINE

### Dialogue parallèle Canada-Chine sur l'énergie

La détérioration des relations bilatérales Canada-Chine a eu un effet polarisant sur le dialogue concernant les futures relations du Canada avec notre deuxième partenaire commercial. À l'évidence, l'ascension économique et technologique de la Chine a suscité beaucoup de consternation et de commentaires en Occident, mais la volonté plus récente de Beijing de prendre des otages diplomatiques et d'utiliser la coercition directe dans le cadre de sa politique étrangère a eu un effet délétère sur les relations internationales, au cours des deux dernières années en particulier.

Le Canada, bien sûr, n'a pas été à l'abri de cette approche plus « agressive » de la Chine. Mais la position de la Fondation reste ferme : il en va de l'intérêt supérieur à long terme du Canada de continuer à développer des liens économiques et des liens entre les peuples quand et où cela est dans l'intérêt national du Canada, comme le stipule l'article 3 de la Loi sur la fondation Asie-Pacifique du Canada, qui énonce que la Fondation a pour mission « de resserrer les liens entre les peuples du Canada et de la région Asie-Pacifique, d'établir des rapprochements entre leurs institutions et d'encourager le renforcement des capacités des personnes et entités qui partagent un intérêt pour la région Asie-Pacifique et l'établissement de réseaux entre elles ».

Cette année, le travail de la Fondation reflète cette position et cette mission, et nous avons cherché à nous engager auprès de la Chine là où nous voyons des complémentarités mutuelles et où il est logique de le faire pour le Canada, en tant que puissance moyenne qui adhère à une politique étrangère souveraine et fondée sur des valeurs.

Commandé par Ressources naturelles Canada et l'Administration nationale de l'énergie de la Chine, le Dialogue parallèle Canada-Chine sur l'énergie

est mené par un coprésident de chaque pays. Stewart Beck, président et chef de la direction de la Fondation, est le coprésident canadien, tandis que Jiang Xuefeng, vice-président de l'Institut de recherche économique et technologique de la CNPC, est le coprésident pour la Chine.

Les discussions préliminaires du Dialogue parallèle Canada-Chine sur l'énergie ont eu lieu à Beijing en décembre 2017 et à Halifax, en Nouvelle-Écosse, en septembre 2018. À l'issue de ces réunions, on a formé cinq groupes de travail : pétrole et gaz, nucléaire, énergies renouvelables, efficacité énergétique et inclusion des peuples autochtones. Les experts des deux parties ont été invités à formuler des recommandations stratégiques visant à renforcer la collaboration Canada-Chine sur les questions énergétiques.

En avril 2019, Stewart Beck a organisé un appel avec les homologues chinois du Canada durant lequel un domaine d'intérêt supplémentaire, la sécurité des barrages, a été établi. Il s'agit d'un domaine d'intérêt mutuel étant donné le développement et la collaboration passée des deux pays sur la production hydroélectrique, notamment le barrage des Trois Gorges, pour lequel le Canada a fourni des études de faisabilité et des turbines.

Avec l'ajout de ce nouveau domaine d'intérêt, le dialogue parallèle envisage maintenant un plus large éventail d'options politiques et d'activités, pour renforcer le commerce et les investissements bilatéraux dans les biens et services liés à l'énergie, et l'élaboration de recommandations pour examen mutuel par les fonctionnaires du Canada et de la Chine. Nous attendons un rapport sur ses conclusions à la fin de 2020.

### Soins aux aînés en Chine

Le vieillissement de la population chinoise a créé une demande croissante de services de soins aux aînés au sein d'un système mal équipé pour soutenir les aînés du pays. En février 2020, Yoel

Kornreich, chercheur boursier postuniversitaire de la Fondation, a publié un rapport exhaustif sur l'état actuel du secteur des soins aux aînés et des services de santé en Chine, avec une analyse détaillée des possibilités et des défis que ce secteur représente pour les fournisseurs de services et les entreprises canadiennes qui s'intéressent à ce marché chinois croissant et mal desservi.

Intitulé *China's Evolving Senior Care Sector: Opportunities and Challenges for Canadian Care Providers and Businesses*, [ <https://www.asiapacific.ca/publication/chinas-evolving-senior-care-sector-opportunities-and> ] ce rapport a révélé que, ces dernières années, le gouvernement chinois a pris des mesures actives pour combler ses lacunes en matière de services de soins de santé, en engageant des ressources importantes pour fournir des fonds aux populations pauvres et rurales, y compris les aînés. Il a également modifié la réglementation existante pour permettre à des acteurs privés de fournir des services aux résidents urbains plus aisés de la Chine, en particulier les soins aux aînés et les services de santé.



La combinaison de ces deux facteurs, a-t-il fait valoir, crée des possibilités pour les prestataires de soins aux aînés au Canada. En particulier, les hôpitaux publics canadiens ayant une expertise dans les services médicaux pour les aînés, ainsi que les entreprises canadiennes spécialisées dans la prestation de soins infirmiers et de soutien personnel.

Le lancement du rapport de M. Kornreich a été précédé par une présentation lors d'un atelier organisé par le Centre ontarien des investissements et du commerce en septembre 2019, auquel ont participé des prestataires de soins et des entreprises canadiennes. Lors de cet atelier très prisé, il a expliqué que les entreprises canadiennes spécialisées dans la prestation de soins infirmiers et de soutien personnel pourraient avoir des possibilités inexploitées sur le marché chinois des soins aux aînés, en pleine évolution.

### Table ronde avec l'ambassadeur de la Chine au Canada

Afin d'aborder de front les tensions actuelles dans les relations bilatérales Canada-Chine, la Fondation a organisé une table ronde d'affaires en novembre 2019, avec S. E. Lu Shumin, désormais ancien ambassadeur de la République populaire de Chine au Canada. Réunie à la demande du consulat général de Chine à Toronto, la table ronde a réuni un groupe intime de dirigeants d'entreprises et d'universités canadiennes triés sur le volet et spécialistes des relations bilatérales.

Il s'agissait de la dernière réunion de l'ambassadeur Lu au Canada — il s'était également rendu à Montréal et à Ottawa — avant son retour en Chine. Au cours de l'événement, il a rencontré des personnalités bien informées sur les relations Canada-Chine, issues du monde des affaires, de la sphère universitaire et de la société civile, afin d'évaluer l'opinion canadienne sur les tensions bilatérales actuelles.

L'ambassadeur Lu et les participants canadiens ont échangé des points de vue francs sur les tensions bilatérales actuelles. Les deux parties ont discuté des possibilités d'établir une relation de confiance à court terme dans certains domaines d'intérêt mutuel. La table ronde a été un exemple de la capacité de la Fondation à rassembler des acteurs éminents pour un dialogue fructueux sur des dossiers délicats, dans le cadre d'une relation bilatérale de plus en plus tendue.

## PARTENARIAT APEC-CANADA POUR L'EXPANSION DES ENTREPRISES

[Le Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises](#) pluriel de la Fondation, établi en 2015 grâce au financement du gouvernement du Canada, a permis d'utiliser la recherche appliquée, la formation et des boîtes à outils pour améliorer l'accès au marché mondial des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), afin de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté dans la région de l'APEC.

Cette année, la Fondation a concentré ses efforts sur deux économies de l'APEC, le Chili et le Pérou. Au Pérou, l'équipe de la Fondation a organisé deux événements à Lima (Agents de changement : Atelier sur le soutien aux entrepreneurs sociaux au Pérou [15 mai 2019] et une Journée de formation sur le partenariat APEC-Canada pour la croissance des entreprises MPME, la compétitivité et l'innovation sociale [12 septembre 2019]), où l'équipe a également lancé sa boîte à outils pour le Pérou.



Les séances de formation et d'atelier ont permis de présenter les pratiques exemplaires pertinentes pour les entrepreneurs et les MPME, au moyen de présentations de formateurs canadiens et péruviens sur le développement des entreprises, en mettant l'accent sur l'entrepreneuriat social. Les

partenaires de l'atelier comprenaient les ministères des Affaires étrangères et de la Production du Pérou, ainsi que Kunan (une entreprise sociale au Pérou). Nos partenaires de la boîte à outils étaient UTEC Ventures, le ministère de la Production du Pérou, l'ASEP, Business Boutique, aperhu, Kunan Peru, NESsT, Tekton Labs, Neoconsulting et Comexperu.

Au cours de l'atelier et des séances de formation, le projet a obtenu des rétroactions précieuses de la part des MPME du Pérou sur les défis particuliers qui les attendent sur le terrain. Le projet a contribué à fournir des idées commerciales pratiques aux MPME ainsi que des recommandations politiques pertinentes au gouvernement, et la [boîte à outils du Pérou](#) est maintenant disponible en ligne sur le site Web du projet en tant que ressource permanente.

Une série de rapports de recherche sur le Pérou a été commandée en 2019 et a été publiée en ligne de février à avril 2020 :

- [The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru](#) rédigé par Alexandra Ames Brachowicz et Carla Grados Villamar (Kunan).
- [Micro, Small, and Medium Enterprises and Social Entrepreneurship in the Context of Peru: Considerations for APEC Mining Economies](#) rédigé par Alvaro Cano, Andre Xavier (UCC), et Suzette McFaul (SEF Canada).
- [Financing for Social Entrepreneurship in Peru](#) rédigé par Carl Black (Deetken Impact).

Ces rapports fournissent des recherches pertinentes et des recommandations stratégiques par des experts du Canada et du Pérou, afin de favoriser la croissance des MPME et des entrepreneurs, sous le thème de l'entrepreneuriat social. Les experts sont eux-mêmes des professionnels qui ont travaillé directement avec des entreprises péruviennes, et les recherches qu'ils ont menées comprennent un éventail de méthodologies, y compris des entretiens avec des MPME péruviennes et des analyses documentaires.

À Concepcion, au Chili, la Fondation a présenté le projet Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises au groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises (GTPME) de l'APEC le 3 septembre 2019.



L'équipe du projet a pu présenter le travail du Canada et de la Fondation aux hauts responsables politiques de l'APEC participant au GTPME, et leur faire part des recommandations stratégiques pertinentes et de nos recherches sur le projet. L'équipe a reçu des commentaires positifs et importants du GTPME de l'APEC, particulièrement en ce qui concerne l'application du programme à d'autres économies de l'APEC. Même s'il s'agissait d'une occasion unique de développer le réseau de la Fondation au sein de l'APEC, c'était aussi une possibilité, pour nous, de mettre en valeur la présence du Canada dans la région.

En outre, dans le cadre du partenariat APEC-Canada Growing Business Partnership, la Fondation s'est associée à la Fondation Cherie Blair pour les femmes, afin de mettre en place un [programme de mentorat](#) pour les femmes entrepreneurs des quatre économies cibles du projet (Vietnam, Indonésie, Philippines et Pérou).

Le programme de mentorat permet aux participantes de bénéficier de conseils et de leçons pratiques en matière d'affaires — particulièrement sur la croissance durable des entreprises — de la

part de « championnes » canadiennes des MPME. Ce volet du projet plus vaste a débuté en novembre 2018, et les programmes de cohorte pour le Vietnam, l'Indonésie et les Philippines ont pris fin en décembre 2019. La cohorte du Pérou a été recrutée en novembre 2019 et sera diplômée à la fin du mois de mai 2020. L'équipe du projet et la Fondation Cherie Blair collaborent à l'élaboration d'une archive numérique pour le site Web du projet, afin de présenter les femmes mentorées et les mentores du programme.

À court terme, le Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises conclura ses activités au Pérou avec la publication d'un rapport sur le sondage national au Pérou en septembre 2020. Alors que la première phase du projet approche de sa dernière année de mise en œuvre (2021), l'équipe du projet organise une conférence de clôture conjointement au lancement d'un document politique culminant qui fait la synthèse des informations et des recherches réunies au cours des quatre dernières années.

La conférence se déroulera en marge d'un événement de haut niveau de l'APEC, afin de fournir des recommandations stratégiques définitives aux économies en développement de l'APEC, sur comment renforcer davantage la capacité de leurs MPME, en particulier en ce qui concerne les femmes et les jeunes.

## MISSIONS COMMERCIALES FÉMININES

Lancé en 2019, le programme Missions commerciales féminines en Asie de la Fondation est un autre exemple de notre capacité unique à nouer des liens avec des acteurs et à les rassembler dans la sphère économique, et à favoriser une innovation et une collaboration plus larges dans l'espace numérique.

En avril 2019, la Fondation a dirigé la première mission commerciale exclusivement féminine du Canada au Japon. Le succès de cette mission pilote — avec 34 déléguées, 17 entrepreneures et six accords signés — nous a incités à étendre le modèle à d'autres marchés asiatiques au cours des cinq prochaines années. L'initiative est soutenue par le gouvernement du Canada.

L'objectif ultime de ces missions est d'offrir un pont vers les marchés clés d'Asie aux entreprises canadiennes dirigées ou fondées par des femmes. Elles soutiennent également le double effort du gouvernement du Canada pour promouvoir la diversification du commerce international et faire progresser l'autonomisation économique des femmes, en encourageant les femmes d'affaires canadiennes à envisager une expansion sur les marchés asiatiques en plein essor.



Des déléguées de la première mission commerciale exclusivement féminine du Canada au Japon ont rencontré SAI la princesse Takamado, lors d'un dîner spécial organisé au Meiji KinenKan, le 1<sup>er</sup> avril 2019.

La mission japonaise, qui s'est rendue à Tokyo et à Kyoto, a donné lieu à un dialogue politique bilatéral Canada-Japon entre les représentants du gouvernement sur la promotion économique des femmes, suivi de visites de sites industriels des innovations japonaises en matière d'économie des soins aux aînés ciblant l'intelligence artificielle et la robotique. La mission s'est terminée par des séances de jumelage interentreprises entre les déléguées et les entreprises japonaises.



L'organisation de missions commerciales en Asie était l'une des principales recommandations issues de la série de dialogues « Women2Women in the Asia Pacific » que la Fondation a organisée en 2017 et 2018. Au nombre des commanditaires de la mission au Japon figuraient Manuvie, Air Canada, Samantha Thavasa, Affaires mondiales Canada (Femmes d'affaires en commerce international, FACI) et l'ambassade du Canada à Tokyo. Parmi les organisations qui ont apporté leur soutien, citons le Canadian Digital Media Network, Communitech, le Japan Women's Innovative Network, l'Université pour femmes de Kyoto, MaRS, #MoveTheDial, Next Canada, l'Initiative pour les femmes en affaires de l'école de gestion Rotman, Ryerson Futures, SheEO et ONU Femmes.

En 2019, la Fondation a reçu 1,75 million de dollars canadiens de la Stratégie nationale pour l'entrepreneuriat féminin du gouvernement du Canada, afin de soutenir la réalisation de missions

commerciales exclusivement féminines en Asie, avec quatre économies ciblées jusqu'en 2023, dont la Corée du Sud, Taiwan, l'Inde et la Chine (avec une éventuelle mission parallèle au Vietnam), ainsi qu'un programme général de soutien aux MPME appartenant à des femmes au Canada. Avant que les restrictions de voyage liées à la COVID-19 ne soient imposées, la Fondation avait finalisé les plans de la mission commerciale réservée aux femmes en Corée du Sud pour 2020. Elle prend maintenant la forme d'une mission commerciale virtuelle faisant appel à la technologie en novembre 2020, et comprendra une conférence de deux jours avec des acteurs de haut niveau du Canada et de la Corée du Sud, des rencontres interentreprises personnalisées entre les déléguées officielles et des possibilités de réseautage pour les participantes.

## « COMPÉTENCES SUR L'ASIE », ÉDUCATION ET JEUNESSE

Le pilier « Compétences sur l'Asie » est devenu un principe central de la Fondation, qui éclaire notre travail au niveau national et international. Il est désormais évident que, si nous voulons vraiment saisir les possibilités que l'Asie offre pour la prospérité économique future du Canada, les Canadiens doivent avoir une meilleure connaissance des cultures, des pratiques commerciales et des traditions de la région.

Cette année, la Fondation a travaillé avec diligence pour que les Canadiens comprennent mieux les économies, les sociétés et les systèmes politiques de l'Asie, et ce travail commence avec la prochaine génération du Canada : la jeunesse d'aujourd'hui.



## Programme d'études sur l'Asie Pacifique

Au cours du présent exercice, la Fondation a élargi son [Programme d'études sur l'Asie Pacifique](#), en publiant deux nouvelles ressources à l'automne 2019. Cette année, [Chinese Migrations in the Mid-Late 19th Century](#) et [Asia Profile : Bangladesh](#) ont porté à 18 le nombre total de modules thématiques de notre programme d'études.

« Asia Profile : Bangladesh » comprend trois mini-modules sur la « mode rapide » et les chaînes d'approvisionnement éthiques, la migration associée au climat et la politique de l'identité linguistique. L'équipe pédagogique a également entamé une série de remaniements et ajouts substantiels de quatre de ses modules existants : histoire moderne du Japon, urbanisation en Asie, migrations et histoire des Canadiens d'origine asiatique, et coopération Canada-Asie sur les questions internationales.

Ces remaniements et ajouts se font en collaboration avec le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique et plusieurs enseignants de renom en sciences sociales de la Colombie-Britannique. Les changements consistent notamment à rendre ces ressources adaptables à plusieurs niveaux scolaires et à mettre davantage l'accent sur certaines des compétences du nouveau programme-cadre d'études de la Colombie-Britannique Études asiatiques/Histoire 12, qui comprend désormais nos modules, dans le programme d'études provincial.

En plus de remanier et d'étoffer le contenu, l'équipe pédagogique examinera ces documents, dans sa prochaine phase de travail, à la lumière de la récente montée du racisme anti-asiatique pendant la pandémie de COVID-19. Cela inclut les commentaires que la Fondation a recueillis lors d'une série de groupes de discussion avec des Canadiens de l'Asie de l'Est. Plus précisément, la Fondation s'assurera que le matériel pédagogique existant et futur soutient les initiatives qui luttent contre le racisme anti-asiatique et tient compte de la façon dont les cultures, les événements et les acteurs spécifiques sont représentés.

## Programme Asia Connect

Cette année, dans le cadre de notre programme de stages [Asia Connect](#), la Fondation a aidé 15 étudiants canadiens de niveau postsecondaire à acquérir une précieuse expérience culturelle et de perfectionnement professionnel en Asie, grâce à des stages à Hong Kong (quatre), en Inde (dix) et aux Philippines (un).

Les travaux de la Fondation avec les secteurs privé et public montrent constamment que de nombreux Canadiens n'ont pas les connaissances, les compétences et l'expérience requises pour travailler efficacement en Asie ou avec des pays asiatiques. La Stratégie en matière d'éducation internationale 2019-2024 du gouvernement du Canada précise que ces compétences sont un besoin prioritaire. Grâce aux expériences de stage de notre programme, les étudiants acquièrent les types de compétences sur l'Asie qui, en fin de compte, aideront le Canada à renforcer ses relations avec divers partenaires clés dans la région.

Au nombre des partenaires de ce projet, mentionnons : l'Université Simon Fraser, le collègue Langara, la Fondation Deshpande (Inde), Zone Startups (Inde), Nimbyx (Vancouver/Philippines), Optimus (Vancouver/Inde) et Noah Holdings Ltd. (Vancouver/Hong Kong). Ces organismes nous ont permis d'offrir des expériences professionnelles internationales de grande qualité aux étudiants qui ont l'intention de poursuivre une carrière dans le commerce, l'ingénierie, le développement international, la communication, le design et les sciences de la santé.

En raison de la COVID-19, nous avons suspendu ces programmes en mars 2020 et prévoyons de les réactiver lorsque les restrictions de voyage seront levées. La Fondation espère également positionner ces programmes pour les rendre admissibles à l'engagement du gouvernement du Canada, pris en 2019, de fournir un soutien financier aux étudiants canadiens pour qu'ils acquièrent une expérience internationale.

## Conseils jeunesse

Un autre élément essentiel de notre programme Compétences sur l'Asie est notre Conseil jeunesse de l'Asie Pacifique (CJAP), composé de bénévoles. En 2016, le bureau de Vancouver de la Fondation a lancé le CJAP, un forum destiné aux étudiants de niveau postsecondaire et aux jeunes professionnels de la région de Vancouver, afin d'organiser des événements de prestige et d'autres programmes visant à sensibiliser la jeunesse canadienne à l'Asie et à son importance pour le Canada.

Cette année, le CJAP a mis en œuvre deux changements : il est passé de sept à quatorze membres, et il a monté des équipes de programmation ciblant les arts et la culture, les carrières mondiales, les affaires et l'entrepreneuriat, ainsi que des veilles électorales asiatiques qui ont exploré les cycles électoraux en Inde, en Indonésie, au Sri Lanka et à Taïwan.

Le CJAP s'adresse principalement aux jeunes de la région qui s'intéressent à l'Asie et, plus largement, à l'engagement mondial. Depuis sa création, le CJAP a établi des liens avec des entrepreneurs locaux et de jeunes professionnels qui donnent de leur temps en tant que conférenciers lors de tables rondes et en tant que mentors pour notre Programme de mentorat sur l'Asie-Pacifique.

En raison du succès de ce conseil à Vancouver, la Fondation a étendu le CJAP à Toronto (CJAPT)



en 2019, afin d'augmenter le rayonnement de la Fondation auprès des jeunes du Canada. Le CJAPT a été fort occupé cette année, en accueillant l'événement public City Building and Civics : Toronto's Asian Heritage le 15 mai 2019, avec Olivia Chow, directrice de l'Institute for Change Leaders de Ryerson et ancienne députée fédérale et conseillère municipale de Toronto, et Erica Kim (Ph. D.), professeure d'architecture à l'Université de Toronto.

Servant de forum pour dégager et célébrer la contribution des Canadiens d'origine asiatique à l'histoire et à l'avenir de Toronto, l'événement a réuni un public de jeunes professionnels et d'étudiants de troisième cycle.

En cette période de restrictions imposées par la pandémie, le CJAP et le CJAPT continuent tous deux d'organiser des événements publics intéressants, en explorant les options en ligne. Le programme fournit également à la Fondation une cohorte cruciale de jeunes Canadiens dotés de réseaux, dont les compétences, l'expérience et les connaissances sont souvent mises à profit pour obtenir des rétroactions sur des projets importants, notamment les sondages et la sensibilisation des jeunes.

## Projet Kakehashi Japon-Canada

Le Projet Kakehashi Japon-Canada de la Fondation est un programme annuel d'échange Japon-Canada de jeunes et d'étudiants. Financé par le gouvernement du Japon, il offre des expériences d'apprentissage aux étudiants canadiens séjournant au Japon et aux étudiants japonais séjournant au Canada. La Fondation administre le programme bilatéral et est responsable de sa prestation au Canada. Le Centre de coopération internationale du Japon de Tokyo gère le programme au Japon, en sous-traitance pour la Fondation.

Chaque échange comprend des activités organisées comme des visites de musées, d'usines industrielles,



des échanges universitaires, des rencontres avec des dirigeants de gouvernement et des chefs d'entreprise, et des séjours chez l'habitant. Cinq groupes canadiens se sont rendus au Japon (Tokyo, Iwate, Ishikawa, Hiroshima, Yamagata et Miyagi) et un groupe d'étudiants japonais a visité la Colombie-Britannique (Vancouver et Victoria) entre juillet et mars, avant que les restrictions de voyage liées à la COVID-19 ne nécessitent l'annulation des échanges prévus à Toronto/Ottawa et Hokkaido.

Le programme favorise la confiance et la compréhension mutuelles entre les Canadiens et les Japonais, aide à développer les compétences sur l'Asie pour les étudiants, les entreprises et les dirigeants communautaires canadiens, et montre l'engagement continu de la Fondation dans les relations entre le Japon et le Canada. À ce jour, plus de 1 100 étudiants des deux pays ont participé à des échanges Kakehashi, contribuant ainsi à un solide réseau d'anciens élèves.

En ce qui concerne le Japon, la Fondation a participé en tant que partenaire organisateur au séminaire annuel sur les carrières interculturelles de l'Université Kwansai Gakuin (UKG) en février 2020. Lors de cet événement à l'Université de Toronto, des équipes bilatérales d'étudiants universitaires japonais et canadiens ont effectué des recherches sur une question de politique d'entreprise ou de politique publique. La Fondation a conçu un travail sur les politiques comparables en matière de changement climatique pour un groupe d'étudiants interculturel et a évalué leur présentation à la fin du séminaire d'une durée d'une semaine.

## FAITS SAILLANTS DE NOS THÈMES DE RECHERCHE

### Asie numérique

Alors que la technologie et l'innovation dominent une grande partie du travail de la Fondation, c'est notre plus récent thème de recherche, Asie numérique, qui a consolidé la position de la Fondation en tant que leader numérique au cours de cet exercice, en produisant deux documents prospectifs qui examinent le recoupement de plus en plus complexe, mais important, entre la technologie et la géopolitique.

Publié en juillet 2019, le rapport [Artificial Intelligence Policies in East Asia: An Overview from the Canadian Perspective](#) a été le point culminant des recherches menées depuis 2017 par les chercheurs boursiers postuniversitaires.



Ce rapport a été le point de départ des initiatives de recherche de la Fondation sur la technologie numérique en Asie. Son lancement a été accompagné d'une table ronde au bureau de la Fondation à Vancouver, d'un webinaire, de plusieurs dépêches et de la participation de l'équipe du thème Asie numérique à plusieurs conférences et ateliers d'experts sur l'intelligence artificielle (IA), dont la conférence Technology and Geopolitics: Navigating a Future of Tech Uncertainty à Toronto, qui a finalement donné naissance au thème de recherche Asie numérique.

Publiée en octobre 2019, la note de synthèse [Towards Canada's Asia Strategy on AI](#) a complété le rapport précédent sur l'AI en Asie de l'Est, avec une analyse plus prospective de la capacité du Canada en matière d'AI en tant qu'outil d'engagement dans la région Asie-Pacifique. La note de synthèse a indiqué aux acteurs externes l'orientation future de la recherche du thème Asie numérique, puisqu'il s'agissait de la présentation de l'équipe lors de notre conférence sur les technologies et la géopolitique en octobre.

Tirant parti de ce rapport, le thème Asie numérique est en train de développer la capacité de mener des recherches supplémentaires sur les technologies émergentes et leur gouvernance dans la région, de même que leurs implications pour le Canada, ciblant le domaine d'intérêt de la gouvernance de l'IA en Asie du Sud-Est en 2021, avec des recommandations pour les décideurs politiques canadiens.

L'équipe de ce thème de recherche a également été responsable du troisième volet de notre série sur le commerce électronique en Asie, avec un rapport sur la [Corée du Sud](#) qui conclut la série de cette année, laquelle comprend également des articles sur les écosystèmes du commerce électronique en [Chine](#) et au [Japon](#).

### Commerce avec l'Asie

L'équipe du thème de recherche Commerce avec l'Asie de la Fondation s'est concentrée cette année à notre projet en cours Investment Monitor. Lancé en 2017, il suit les flux d'investissement bilatéraux entre le Canada et les économies d'Asie. Cette année, le projet a produit deux « rapports annuels » : [Investment Monitor 2020: Trade Agreements and Foreign Investment in the Asia Pacific](#) et [Investment Monitor 2019: Stories from the City Level](#). Ces deux rapports ont été produits en partenariat avec Investir au Canada, Exportation et développement Canada, la Banque du Canada, l'École des politiques publiques de l'Université de Calgary, AdvantageBC et le gouvernement de la Colombie-Britannique.



Le rapport sur les investissements étrangers a examiné les investissements directs étrangers (IDE) bilatéraux entre le Canada et l'Asie-Pacifique, en se concentrant sur les liens entre les accords de libre-échange du Canada avec des économies de l'Asie-Pacifique et les IDE. L'année 2019 ayant marqué la fin de la première année de participation du Canada au CPTPP, le rapport a permis de mieux comprendre comment les accords peuvent constituer une feuille de route pour l'engagement en Asie-Pacifique. Le rapport a également présenté une nouvelle analyse sur les investissements dans les soins de santé, les produits pharmaceutiques, la biotechnologie et les technologies propres, comblant ainsi les lacunes des données et des analyses à la disposition du public.

Le rapport City Level a porté sur les IDE du Canada et de l'Asie-Pacifique dans les villes. Les nouvelles tendances dégagées dans ce rapport montrent que les villes canadiennes sont elles-mêmes des centres d'activités et d'engagement, et qu'elles contribuent à favoriser un plus grand rapprochement économique Canada-Asie. Là encore, en regroupant et en cataloguant mieux les tendances des investissements dans les villes, le rapport contribue à combler le manque de données à la disposition du public, et soutient les entreprises, les gouvernements et la société civile dans leur cheminement vers le virage nécessaire du Canada vers l'Asie

## Renforcer les liens avec l'Asie

Au cours de cet exercice, le thème de recherche Renforcer les liens avec l'Asie a fourni des recherches et des analyses sur l'importance de l'Asie pour les Canadiens directement engagés dans la région de l'Asie-Pacifique. Cette année, l'équipe a consacré ses travaux sur la participation autochtone dans les relations Canada-Asie, un domaine de recherche relativement nouveau pour la Fondation.

En février 2019, l'équipe du thème de recherche Renforcer les liens avec l'Asie a organisé une table ronde sur l'accélération des relations commerciales des Autochtones avec les marchés d'Asie Pacifique, en collaboration avec la société de communication stratégique Creative Fire. Il s'agissait de la toute première rencontre entre des chefs d'entreprise autochtones et des acteurs de l'Asie-Pacifique, et d'une première étape dans l'établissement de relations solides de nation à nation en matière de commerce, de marketing et d'investissement entre les économies autochtones du Canada et de l'Asie-Pacifique.



En juillet 2019, cette équipe a publié [Indigenous-Asia Pacific Business Roundtable Report](#), avec le soutien d'Air Canada, de CP Rail, du Port de Vancouver, de LNG Canada, de Teck, de Mosaic Forest Management et de l'Université Simon Fraser. Cette rencontre, et son rapport de synthèse, devaient déboucher sur un guide unique — le premier en son genre au Canada — qui servira de ressource aux entreprises autochtones désireuses

d'importer et d'exporter des biens et des services et d'attirer des investissements.

[The Guidebook for Doing Business in the Asia Pacific: A Resource for Indigenous Businesses](#) a été publié en septembre 2019 en tant que ressource en ligne unique pour aider à catalyser l'engagement des entreprises autochtones dans la région de l'Asie-Pacifique. Soutenant les communautés autochtones et leurs objectifs sociaux, le guide :

- explore les raisons pour lesquelles les possibilités en Asie-Pacifique sont de plus en plus importantes pour les Autochtones du Canada;
- fournit les grandes lignes de l'élaboration de stratégies commerciales autochtones fructueuses entre le Canada et l'Asie-Pacifique;
- regroupe et décrit les mesures d'aide en matière de finances, de logistique, de planification et de mise en réseau disponibles pour faire affaire dans la région de l'Asie-Pacifique.

Outil destiné aux entrepreneurs autochtones, aux MPME appartenant à des Autochtones et aux sociétés de développement économique, le guide a reçu un accueil très favorable de la part des acteurs autochtones du Canada. Depuis sa publication, il a été fort populaire lors d'événements organisés par le Canada Council for Aboriginal Business, le World Indigenous Business Forum, la BC Assembly of First Nations et le Pacific Business and Law Institute (PBLI). Le guide a également été présenté dans l'édition de l'été 2019 du *Maritime Magazine*, dans l'hebdomadaire de *Business in Vancouver* et dans une baladodiffusion d'Asia 360.

L'équipe de ce thème de recherche collabore actuellement avec la Première Nation des Heiltsuks pour mener une étude de cas sur ses œufs de hareng pondus sur algue pour exportation au Japon. La demande a été présentée par les Heiltsuks, après une présentation du guide au PBLI en novembre 2019. L'École de commerce Chinook, qui est rattachée à l'École de commerce Sauder de

l'Université de la C.-B., a également exprimé son intérêt pour l'ajout de contenu sur l'Asie dans les futures versions du guide, qui a été consulté en ligne 2 180 fois dans les mois qui ont suivi sa publication.

## Perspectives sur l'Asie

Cette année, alors que les tensions entre le Canada et la Chine se profilaient, l'équipe du thème de recherche Perspectives sur l'Asie de la Fondation a changé d'optique pour comprendre les points de vue canadiens sur deux formes différentes d'investissement en provenance de l'Asie : les IDE et le capital humain.

Notre premier sondage d'opinion national, [Canadian Views on High-Tech Investment from Asia](#), publié durant le présent exercice, visait à comprendre l'attitude des Canadiens à l'égard des IDE dans les secteurs de la haute technologie, en particulier ceux provenant de diverses économies asiatiques

Le sondage a révélé que 56 % des Canadiens éprouvent un certain scepticisme à l'égard des IDE en provenance de l'Asie dans les secteurs canadiens de haute technologie. Et, en même temps, les Canadiens continuent de croire que l'Asie est une future puissance en matière de technologie et d'innovation, et une vaste source de capitaux d'investissement potentiels.

Le sondage a été conclu et publié en juin 2019, au bureau de la Fondation à Vancouver. Le lancement a été accompagné d'une campagne médiatique coordonnée qui comprenait un article d'opinion publié par le *Globe and Mail* et plusieurs entrevues accordées aux médias. À partir de 35 publications sur toutes les plateformes de médias sociaux, le sondage a obtenu 1 915 consultations de pages et atteint 23 211 personnes.

En conjonction avec le vieillissement de la population, le développement technologique et la croissance rapide du secteur de la haute technologie au Canada ont accru notre demande intérieure pour

des talents hautement qualifiés. Notre deuxième sondage d'opinion national de cette année, [Canadian Views on Human Capital from Asia](#), a cherché à comprendre l'opinion des Canadiens sur les talents hautement qualifiés venant de l'Asie, une région qui représente une main-d'œuvre jeune et éduquée, et une possibilité prometteuse pour le Canada.

Notre sondage a révélé que la majorité des Canadiens pensent que le Canada devrait se tourner vers l'Asie pour trouver des talents internationaux et estime que les avantages de disposer de tels talents l'emportent sur les préoccupations. Ce sondage est le complément du premier sondage d'opinion national de l'année. Même si les Canadiens perçoivent des risques dans les IDE en provenance d'Asie, ils sont surtout d'accord avec le fait que les talents internationaux entrants peuvent contribuer à soutenir le développement du Canada.

Le sondage a été officiellement publié en octobre 2019 à Vancouver et a été accompagné d'une campagne médiatique coordonnée qui comprenait un article d'opinion publié par le [Vancouver Sun](#), ainsi que d'un article de fond dans la même publication. À partir de 109 publications sur toutes les plateformes de médias sociaux, le sondage a obtenu 1 667 consultations de pages et atteint 54 237 personnes.

Reconnaissant l'absence de perspectives des entreprises asiatiques sur le Canada, la Fondation s'est lancée dans un ambitieux projet multinational qui permettrait d'explorer en profondeur les points de vue asiatiques sur l'accroissement de l'engagement économique avec le Canada.

Le projet Asia Views on Economic Engagement with Canada: Perspectives from Business Leaders and Policy Experts in Asia (2018-2020) porte sur six pays asiatiques : le Japon, la Chine, l'Inde, Singapour, la Corée du Sud et le Vietnam. L'équipe du thème de recherche Perspectives sur l'Asie a supervisé 6 600 sondages menés auprès de chefs d'entreprise asiatiques sur une période d'un an, ainsi que 58 entretiens avec des experts en politiques des six pays.

L'ampleur de l'étude, à laquelle s'ajoute l'analyse comparative au niveau des pays, présente une occasion unique, pour le gouvernement et les entreprises du Canada, d'examiner les domaines d'engagement et les moyens de renforcer l'engagement en déterminant les obstacles, et de mieux comprendre la perception des entreprises asiatiques à l'égard du marché canadien et des accords commerciaux. Le projet a bénéficié d'un financement et d'un soutien importants de la part d'Exportation et développement Canada, d'Affaires mondiales Canada et d'Investir au Canada.

#### VOICI LES CINQ FAITS SAILLANTS DU PROJET :

- Les chefs d'entreprise engagés avec le Canada manifestent un vif désir de maintenir et d'établir davantage de relations commerciales au Canada, les entreprises indiennes étant les plus enthousiastes.
- À l'exception de ceux du Japon, les chefs d'entreprise asiatiques ont une bonne opinion du marché canadien, des produits et de la qualité des partenaires commerciaux au Canada.
- Sept chefs d'entreprise interrogés sur dix ne comprennent pas l'environnement opérationnel des entreprises canadiennes; les chefs d'entreprise qui ne s'intéressent pas au Canada citent le manque de familiarité et de réseaux comme principales raisons de leur manque d'intérêt.
- Les entreprises de la Chine, de l'Inde, de Singapour et du Vietnam sont largement favorables à la conclusion d'un ALE avec le Canada.
- Les experts sur les politiques asiatiques soulignent que le rôle des missions commerciales constitue une méthode privilégiée de sensibilisation aux possibilités du marché canadien.

Le projet a été lancé en 2018 et a pris fin en février 2020. En raison des circonstances sans précédent entourant la pandémie de COVID-19, la publication du rapport final et sa présentation aux partenaires financiers ont été effectuées par réunion virtuelle le 15 mai 2020. La version intégrale du sondage complet devrait être publiée à l'automne 2020.

## CINQ PRINCIPALES ACTIVITÉS À L'INTERNE

### 1. Table ronde de discussion avec l'honorable Mary Ng, ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international

Lieu : Salle du conseil d'administration de la Fondation

Date : 23 avril 2019

Qui :

- Conférencière : Mary Ng, ministre
- Public : Entrepreneurs influents de la région de l'Asie-Pacifique.

Personnes présentes : 22

### 2. Lancement de l'outil Investment Monitor

Lieu : Salle du conseil d'administration de la Fondation

Date : 7 mai 2019

Qui :

- Conférenciers : Membres de l'équipe d'Investment Monitor
- Public : Consuls généraux à Vancouver

Personnes présentes : 40+

### 3. Table ronde avec la haute-commissaire australienne, Son Excellence Natasha Smith

Lieu : Salle du conseil d'administration de la Fondation

Date : 29 mai 2019

Qui :

- Conférencière : Natasha Smith, haute-commissaire australienne au Canada, a discuté des éléments économiques, politiques et stratégiques de la région de l'Indo-Pacifique, selon une perspective australienne.

Personnes présentes : 28

### 4. Table ronde avec le consul général du Canada à Hong Kong et Macao, Jeff Nankivell, sur les relations Canada-Chine actuelles, ainsi que sur les différents défis et débouchés pour les entreprises dans la présente conjoncture.

Lieu : Salle du conseil d'administration de la Fondation

Date : 3 juin 2019

Qui :

- Conférencier : Jeff Nankivell, consul général du Canada à Hong Kong et Macao

Personnes présentes : 16

### 5. Entretien avec Stephen Poloz, gouverneur, Banque du Canada

Lieu : Salle du conseil d'administration de la Fondation

Date : 3 octobre 2019

Qui :

- Conférencier : Stephen Poloz, gouverneur, Banque du Canada, sur la politique monétaire du Canada et l'économie.

Personnes présentes : 23



## RÉSEAUX

Au cours de cet exercice financier, la Fondation a continué de rayonner largement et profondément à l'échelle de l'Asie-Pacifique, en soutenant et en stimulant le dialogue sur l'engagement Canada-Asie. Même si notre Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie (ABLAC), un groupe de haut niveau composé de chefs d'entreprise asiatiques et canadiens qui se réunit chaque année depuis son lancement en 2016 afin de définir les possibilités d'améliorer les relations commerciales Canada-Asie, a été reporté en février parce que l'épidémie en Chine était devenue une pandémie mondiale, nous avons néanmoins travaillé sans relâche pour maintenir nos inestimables réseaux. En fait, pour les étendre.

En 2019, la Fondation a commencé à explorer de nouvelles façons de tirer parti de sa désignation de centre d'études, pour renforcer son réseau de contacts au sein de l'APEC, notamment par la collaboration sur des initiatives de recherche et des articles savants, des invitations à participer à des réunions importantes et la promotion croisée de travaux pertinents.

Au cours du dernier exercice, la Fondation a établi un partenariat avec la Fundación Chilena del Pacífico et le National Bureau of Asian Research aux États-Unis. La Fundación Chilena del Pacífico joue un rôle essentiel dans la revendication d'un prolongement du libre-échange avec le Chili en direction des mers d'Asie Pacifique. Située dans la capitale chilienne de Santiago, cette fondation, qui assure également le secrétariat chilien de l'ABAC, travaille en étroite collaboration avec le secteur public par l'intermédiaire de plusieurs agences gouvernementales et encourage le dialogue public-privé au Chili, afin d'élaborer des politiques axées sur le libre-échange pour la région du Pacifique.

Établi à Seattle dans l'État de Washington, et doté d'une antenne à Washington, le National Bureau of Asian Research a acquis une réputation de groupe de réflexion mondial sur les politiques asiatiques.

Sa revue Asia Policy est une publication scientifique évaluée par des pairs qui présente des recherches universitaires pertinentes sur l'Asie-Pacifique et qui tire des conclusions claires et concises utiles aux décideurs politiques d'aujourd'hui. En tant que partenaire du consortium depuis cette année, la Fondation collabore au comité de rédaction et au comité consultatif de cette revue trimestrielle.

À titre de centre désigné et de secrétariat du Conseil de coopération économique du Pacifique (CCEP), une organisation internationale à but non lucratif engagée dans la promotion de la coopération et du dialogue en Asie-Pacifique, la Fondation a eu l'honneur de contribuer à la convocation, en octobre 2019, du symposium international du CCEP, Asia-Pacific Strategies for the Global Trading System.

Le symposium a été organisé pour réunir des experts — y compris des gouvernements, des universités et le secteur privé — des économies de l'APEC dans une série de dialogues sur les enjeux et les défis du système commercial mondial. Parmi les sujets abordés, citons les défis actuels du système commercial international, le nouvel ordre commercial dans le Pacifique, le commerce à l'ère de la quatrième révolution industrielle, de même que le genre et le commerce.

L'événement a été organisé conjointement par le Comité des territoires français du Pacifique sur la coopération économique du Pacifique et le Comité national de la coopération économique avec la région du Pacifique, avec le concours du Secrétariat international du CCEP et de la Fondation.

Le forum a pris fin en concluant que des travaux supplémentaires sont nécessaires pour assurer le maintien, le renforcement et l'adaptation du système multilatéral fondé sur des règles pour la période post-2020. Un élément clé de ces travaux sera l'examen de l'impact du changement climatique et du vaste soutien envers l'action environnementale dans le système commercial international. Les participants ont conclu que l'économie numérique et son impact sur les

questions de propriété intellectuelle et de politique de la concurrence seront également importants. L'APEC et le CCEP ont un rôle à jouer pour mettre en évidence et faire avancer des propositions d'action mondiale, et la Fondation reste un participant actif dans ces forums multilatéraux.



Le programme des attachés de recherche distingués de la Fondation comprend une liste d'experts qui sont associés aux travaux de la Fondation et qui ont apporté une contribution importante aux relations Canada-Asie dans les domaines de l'érudition, de la politique publique, des affaires, de la diplomatie, des arts et de la culture, et de la société civile. Ils nous fournissent de précieux conseils et renseignements, en participant à des discussions et à des événements publics, en produisant des commentaires et des éditoriaux, et en répondant aux demandes des médias sur des sujets et des enjeux précis relatifs à l'Asie.

En mai 2019, la Fondation a organisé une table ronde des attachés de recherche distingués, pour recueillir leurs commentaires sur notre travail, les remercier de leurs contributions au cours de l'année écoulée et leur donner une mise à jour sur

les projets de recherche et la vision future de la Fondation. Nous continuons à tirer parti de ces réseaux et d'autres réseaux, pour étendre la portée des recherches, des projets et des événements de la Fondation et nous nous réjouissons d'accueillir une nouvelle cohorte d'attachés de recherche distingués en 2020.

[Les annexes supplémentaires de ce rapport annuel](#) se trouvent sur le site Web de la Fondation Asie Pacifique du Canada.



## LA VOIE DE L'AVENIR

En progressant durant l'exercice de 2019-2020, et en tirant parti de notre réputation de principal interlocuteur du Canada sur les dossiers de l'Asie, la Fondation a déterminé 1) qu'une **approche géostratégique plus vaste** de notre travail doit émerger, en tenant compte des impératifs économiques nationaux, mais également axée sur une veille de haut niveau pour les dirigeants du gouvernement et des entreprises, alors qu'ils examinent les implications sécuritaires et politiques d'un engagement accru avec l'ensemble de la région de l'Asie-Pacifique et 2) qu'elle doit commencer à élaborer **un modèle de développement commercial** plus solide qui optimise les possibilités de financement, monétise la recherche pertinente et exploitable et approfondit l'engagement avec les partenaires des secteurs public et privé.

La Fondation agit comme trait d'union entre le gouvernement canadien, les entreprises, la sphère universitaire et le public canadien et, bien que son engagement ait principalement pris la forme de contrats avec le gouvernement et des agences gouvernementales, les demandes du secteur privé pour une veille économique plus ciblée sur l'Asie-Pacifique sont à la hausse et présentent de nouveaux débouchés pour l'engagement des entreprises.

Au cours de l'année à venir, la Fondation continuera à consolider sa position de premier centre de recherche canadien travaillant sur les affaires de l'Asie-Pacifique, en mettant à profit ses recherches pour aider les gouvernements et les entreprises canadiennes à s'engager plus efficacement auprès des pays et sur les marchés de l'Asie-Pacifique, tout en fournissant au public canadien les connaissances nécessaires pour saisir les possibilités et relever les défis uniques qui se présentent dans la région.

La Fondation utilisera également son expertise institutionnelle et son réseau diversifié pour continuer à former la prochaine génération d'universitaires et de praticiens canadiens spécialistes de l'Asie.

Plus précisément, au cours de l'exercice 2020-2021, la Fondation continuera de travailler à consolider et à recentrer toutes les initiatives en matière de recherche, d'éducation, de réseautage, de développement commercial et de communication pour :

1. Développer et promouvoir davantage le programme et les produits de recherche de la Fondation, ainsi que son image de marque;
2. Aligner les activités sur un ensemble de priorités stratégiques ayant le plus grand impact;
3. Construire une structure de recherche, de développement commercial et de communication qui soutiendra un modèle de financement plus durable pour soutenir ces priorités;
4. Veiller à l'unité des efforts dans l'ensemble de la Fondation.

Dans toutes ses activités, la Fondation cherchera à discerner les domaines dans lesquels elle peut avoir le plus grand impact et diriger la réflexion et l'engagement du Canada sur l'Asie-Pacifique, en particulier en tant que leader numérique dans le contexte de la **quatrième révolution industrielle** caractérisée par la fusion des mondes numérique et physique, ainsi que par l'utilisation croissante de nouvelles technologies comme les mégadonnées, l'intelligence artificielle, l'Internet des objets et le commerce électronique.

Les précisions sur les plans de la Fondation pour le prochain exercice financier (du 1er avril 2020 au 31 mars 2021) se trouvent dans le **Plan de travail de la Fondation Asie Pacifique du Canada pour 2020-2021**, à la page 3 des **annexes supplémentaires de ce rapport annuel** qui se trouvent sur le site Web de la Fondation



02.

## NOTRE IMPACT

La Fondation rejoint son public au moyen de plusieurs canaux de marque, notamment son site Web, ses listes d'abonnés à ses courriels, ses réseaux, l'activation d'événements et ses plateformes de médias sociaux fort populaires. Cela lui permet de s'assurer que les entreprises, les universitaires et les citoyens canadiens comprennent bien les gens et les institutions de l'Asie-Pacifique et qu'ils entretiennent des liens plus étroits avec eux. Nos recherches, nos réseaux et nos rassemblements sont également utilisés par les décideurs politiques du Canada et du Pacifique, pour éclairer leur engagement stratégique dans la région.

La Fondation mesure son succès selon sa capacité à réaliser des projets et produire des rapports opportuns et exclusifs sur les enjeux prioritaires des relations entre le Canada et l'Asie, à renforcer ses réseaux à l'échelle du Canada et de la région du Pacifique, à renforcer ses capacités institutionnelles, à tenir un dialogue avec les Canadiens (en particulier les jeunes) sur la valeur d'un engagement approfondi avec l'Asie, et à tirer parti de nouveaux modes de prestation et de diffusion (dont les nouveaux médias et les médias sociaux).

Le succès des résultats de nos programmes de cette année est présenté dans la section 1 du présent rapport. De plus, la Fondation suit et évalue son succès selon des indicateurs de rendement clés (IRC) mesurables, notamment les niveaux d'engagement du public dans l'ensemble de notre contenu éditorial et de nos activations d'événements, l'augmentation du nombre de nos utilisateurs en ligne et abonnés à nos médias sociaux, et le nombre de contributions que nous apportons aux médias canadiens et internationaux, en tant qu'auteurs et commentateurs. La section 2 de ce rapport présente ces IRC, démontrant notre impact croissant en tant que principale organisation canadienne de recherche, d'analyse et de consultation sur les relations entre le Canada et l'Asie.

## NOS 10 PRINCIPALES PUBLICATIONS (pages consultées)

Pour lire ces articles, cliquez sur la publication.



**1**  
Italy and the Belt and Road Initiative: Rome's Overture to Beijing (dépêche)

Diffusion : 5 juin 2019  
Auteur : Nicola P. Contessi



**2**  
What is China's New Foreign Investment Law, and What Does It Mean for Canada and the Global Economy? (note de synthèse)

Diffusion : 9 avril 2019  
Auteur : Dongwoo Kim, Isaac Lo



**3**  
What Has 'Make in India' Made for India? (dépêche)

Diffusion : 21 février 2018  
Auteur : Stephanie Fraser



**4**  
China Eco-City Tracker: Coming Clean on Shanghai's Water Worries (étude de cas)

Diffusion : 7 mars 2019  
Auteur : Henry Shum



**5**  
Migration Matters: Thailand – the Land of Migrants and Refugees (dépêche)

Diffusion : 5 décembre 2016  
Auteur : Valentine Ostaszewski



**6**  
China's New Policies on Foreign Investment (dépêche)

Diffusion : 28 mars 2017  
Auteure : Iris Jin



**7**  
Vaccine Scandals in China: Why Do They Keep Happening Over and Over Again? (dépêche)

Diffusion : 21 décembre 2018  
Auteur : Yoel Kornreich



**8**  
Canada-China Relations Since Meng Wanzhou's Arrest (dépêche)

Diffusion : 3 décembre 2019  
Auteur : Charles-Louis Labrecque



**9**  
11 Things to Watch in 2020 (dépêche)

Diffusion : 19 décembre 2019  
Auteur : Fondation Asie Pacifique du Canada



**10**  
Localizing Mobile Apps: A Case Study of LINE Messenger (dépêche)

Diffusion : 20 janvier 2017  
Auteurs : Valentine Ostaszewski, Justin Kwan

## CHIFFRES SAILLANTS



**647** mentions  
dans les médias



**12**  
éditoriaux



**19**  
discours



**54**  
événements

**10** rapports  
d'envergure



**2** sondages  
d'opinion nationaux



**31**  
dépêches



**8** notes  
de synthèse

**19**  
vidéos



**2**  
étude de cas

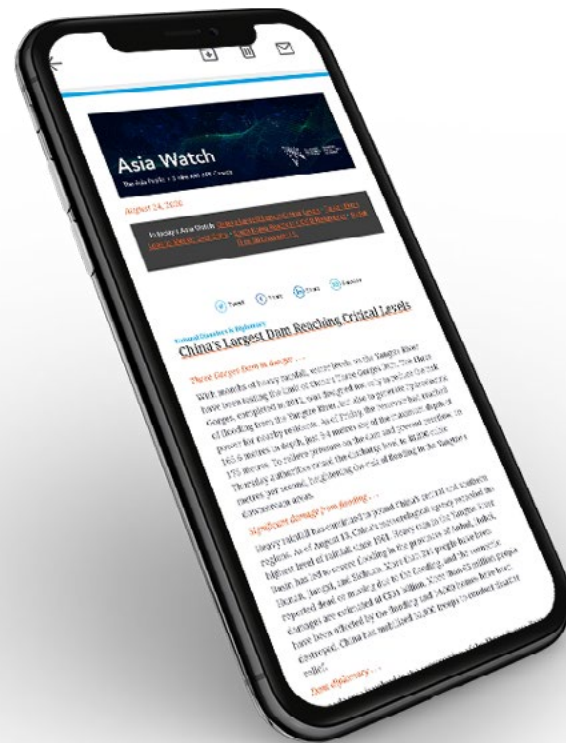
**5 837**  
abonnés



## ASIA WATCH

Bulletin d'information exclusif de la Fondation, Asia Watch offre un service de veille gratuit présentant les dernières nouvelles, tendances et questions relatives à l'Asie qui revêtent de l'importance pour le Canada. Au cours du présent exercice, dans le cadre d'une initiative conjointe de collaboration entre les équipes de la recherche et des communications, la Fondation a remanié son fil de presse quotidien Canada-Asie qui fonctionnait depuis longtemps, pour en faire le bulletin Asia Watch.

À l'heure actuelle, Asia Watch présente actuellement quatre évaluations analytiques de l'actualité en Asie, ainsi que des liens menant à nos plus récents résultats de recherche et événements. Il est distribué à 2 700 abonnés trois fois par semaine, chaque numéro est accompagné d'une campagne de médias sociaux.



Cette publication à valeur ajoutée a remplacé le fil de presse quotidien qui fournissait des liens menant à des articles sur l'Asie, mais manquait d'analyse. Au cours du présent exercice, le bassin d'abonnés à Asia Watch a augmenté, passant de 2 100 à 2 700 personnes et s'est imposé comme un service précieux pour les fonctionnaires, les chefs d'entreprise, les experts universitaires et le grand public canadien qui s'intéressent à l'Asie.

## NOS SONDAGES D'OPINION NATIONAUX

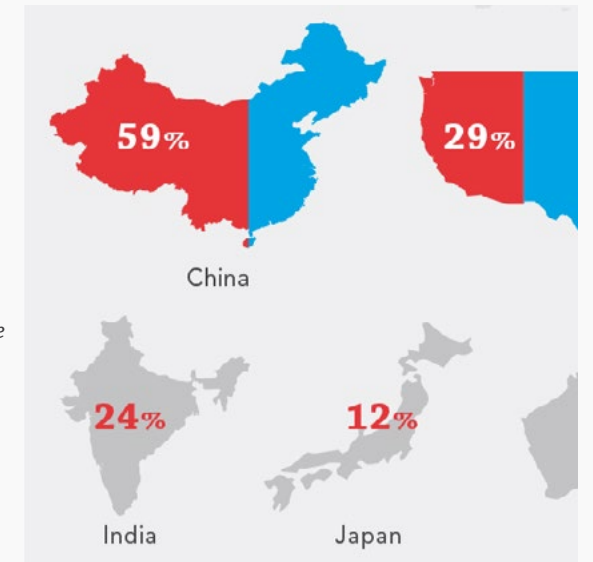
Depuis 2004, la Fondation Asie Pacifique du Canada mène régulièrement des sondages à l'échelle nationale pour évaluer l'attitude des Canadiens à l'égard des pays de l'Asie-Pacifique et leur perception des relations canado-asiatiques. Unique en ce qui a trait à sa conception et à ses objectifs, le sondage d'opinion national (SON) de la Fondation a joué un rôle déterminant pour esquisser un portrait des perspectives des Canadiens sur l'Asie et de la pertinence croissante de la région pour la prospérité du Canada.

Au cours de l'exercice financier précédent, la Fondation a publié deux SON, tous deux menés à l'aide d'un long formulaire traditionnel auprès d'un échantillon représentatif de la population canadienne. Ces SON constants constituent une source précieuse d'informations sur les attitudes des Canadiens envers l'Asie sur divers sujets, et cette année a inspiré deux dépêches distillant les éléments uniques de chaque sondage national.

### 1. Sondage d'opinion national de 2019 : Points de vue des Canadiens sur les investissements asiatiques sur la technologie de pointe (12 juin 2019)

Ce premier sondage thématique de l'année portait sur les investissements directs en provenance de l'Asie dans le secteur canadien de la technologie de pointe. Ce sondage avait trois objectifs :

1. Évaluer l'attitude des Canadiens à l'égard des investissements étrangers directs dans le secteur de la technologie de pointe, en particulier en provenance de différentes économies asiatiques.
2. Examiner les facteurs (pays, mode d'investissement, secteur, risques et avantages perçus, etc.) qui orientent ces attitudes.
3. Éclairer les politiques publiques sur la présence de l'Asie dans le secteur de la technologie de pointe.



### 2. Sondage d'opinion national de 2019 : Points de vue des Canadiens sur le capital humain en provenance de l'Asie (30 octobre 2019)

Ce deuxième sondage thématique de l'année portait sur les attitudes des Canadiens à l'égard de la migration internationale des talents très compétents vers le Canada. Ce sondage avait trois objectifs :

1. Explorer les attitudes des Canadiens à l'égard des talents internationaux très compétents qui arrivent au Canada, en particulier en provenance d'Asie.
2. Examiner les facteurs (p. ex., le pays d'origine, les compétences linguistiques, les connaissances en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques [STIM]) qui sont des considérations cruciales pour le Canada afin d'attirer des talents internationaux très compétents et instruits.
3. Informer les décideurs politiques sur les défis liés à l'attraction et à la rétention des talents internationaux.

## PRÉSENCE NUMÉRIQUE

Le travail que la Fondation effectue demeure pertinent, d'actualité et a une valeur réelle et pratique pour les entreprises, les universités, les médias et les décideurs à tous les niveaux du gouvernement canadien. Notre présence croissante dans l'espace numérique crée une véritable communauté pour discuter des informations et des idées. Elle sert aussi de plateforme vitale pour la diffusion de nos recherches et de nos activités importantes.

Les différents éléments de l'écosystème numérique de la Fondation fonctionnent en harmonie pour relier, partager et amplifier notre contenu exclusif sur diverses plateformes en ligne. D'une année à l'autre, cette approche interactive de la stratégie sur l'image

de marque de la Fondation s'est avérée fructueuse, comme l'illustrent les indicateurs de rendement clés axés sur les données qui sont énumérés ci-dessous.

L'année dernière a vu une augmentation constante du nombre de visiteurs et de pages consultées. La Fondation a également restructuré son site Web, une initiative majeure mise en œuvre pour qu'il corresponde à notre nouveau modèle de recherche verticale et de services de veille économique, ainsi qu'aux changements apportés à nos types de publications, dont le nouveau service de nouvelles Asia Watch.



## INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX



**Consultations du site Web**  
257,904 par rapport à 165,971  
(baisse de 35,6 % en 2019-2020)\*



**Pages consultées**  
1,067,802 par rapport à 677,239  
(baisse de 36,5 % en 2019-2020)\*



**Sections les plus populaires**  
À propos de nous, Bourses,  
Recherche/Publications,  
Événements, Statistiques



**Publications les plus populaires**  
Asia Watch,  
dépêches,  
rapports



**Principaux pays**  
Canada, États-Unis, Inde, Chine,  
Hong Kong, Singapour, Japon,  
Corée du Sud, Royaume-Uni,  
Indonésie.



**Principaux canaux**  
Recherche organique : 62 %  
Directe : 26 %  
Recommandation : 6 %  
Social : 6 %



**Facebook**  
Hausse de ▲ 20 % des  
abonnés  
(de 3 164 en 2018-2019 à  
3 764 en 2019-2020)



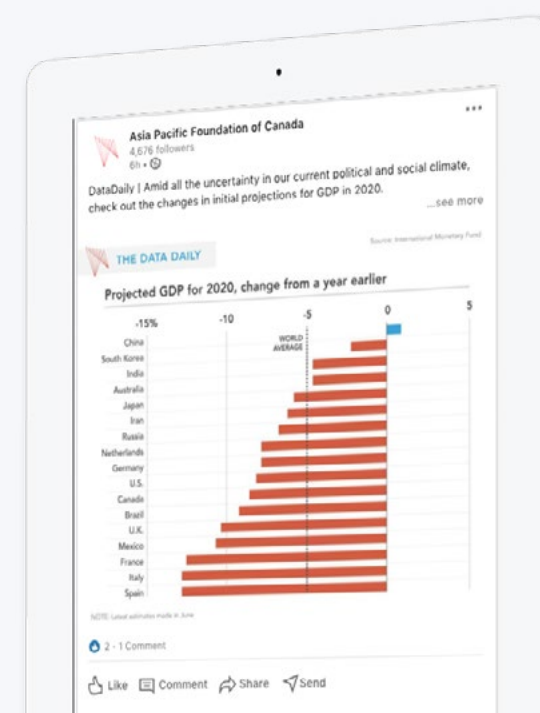
**LinkedIn**  
Hausse de ▲ 35 % des  
abonnés  
(de 3 181 en 2018-2019 à  
4 297 en 2019-2020)



**Twitter**  
Hausse de ▲ 15 % des  
abonnés  
(de 6 039 en 2018-2019 à  
6 905 en 2019-2020)



**Instagram**  
Hausse de ▲ 56 % des  
abonnés  
(de 415 en 2018-2019 à  
645 en 2019-2020)



### Appareils

Les visites à partir d'appareils mobiles ont augmenté de 3,2 % cette année, passant de 38,4 % en 2018-2018 à 41,6 % en 2019-2020

\* Au cours de cet exercice, la décision de retirer des éléments de nos données statistiques du site Web de la Fondation a été prise afin de soutenir un modèle commercial en développement; ce changement a entraîné une diminution du nombre total de visites sur le site et de pages consultées.

# RAPPORTS ET NOTES DE SYNTHÈSE DE L'EXERCICE

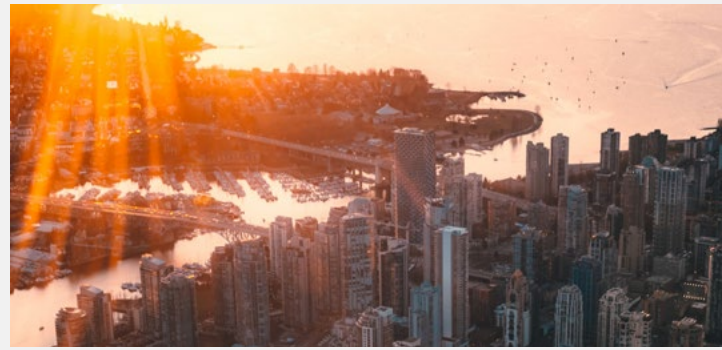
## China's Evolving Senior Care Sector: Opportunities and Challenges for Canadian Care Providers and Businesses

Diffusion : 11 février 2020  
Auteur : Yoel Kornreich



## Canada as a 21st Century Pacific Power: Toward 'Broad Diversification' in Asia

Diffusion : 2 février 2020  
Auteur : Jeffrey Reeves



## Towards Canada's Asia Strategy on AI

Diffusion : 8 octobre 2019  
Auteur : Dongwoo Kim



## Guidebook for Doing Business in the Asia Pacific: A Resource for Indigenous Businesses

Diffusion : 24 septembre 2019  
Auteurs : Scott Harrison, Dakota Norris



## E-Commerce in South Korea: A Canadian Perspective

Diffusion : 23 août 2019  
Auteurs : Leyland Pitt, Theresa Eriksson, Kristin Matheson, Kirk Plangger, Karen Robson



## Policy Brief: A Preliminary Analysis of Canadian Exports at Risk from the U.S.-China Trade Deal

Diffusion : 31 janvier 2020  
Auteur : Kai Valdez Bettcher



## The CPTPP Tracker: Assessing Canada's First Year of Participation in the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership

Diffusion : 10 décembre 2019  
Auteure : Grace Jaramillo



## Conference Report: Technology & Geopolitics: Navigating a Future of Tech Uncertainty

Diffusion : 6 janvier 6 2020  
Auteure : Équipe de recherche de la Fondation Asie Pacifique du Canada



## Indigenous-Asia Pacific Business Relations Roundtable Summary Report

Diffusion : 26 juillet 2019  
Auteure : Équipe de recherche de la Fondation Asie Pacifique du Canada



## Artificial Intelligence Policies in East Asia: An Overview from the Canadian Perspective

Diffusion : 25 juillet 2019  
Auteur : Dongwoo Kim



## The Mobile Payment Revolution in China: What Canadian Businesses Need to Know

Diffusion : 12 novembre 2019  
Auteure : Xiaoting (Maya) Liu



## 2019 National Opinion Poll: Canadian Views on Human Capital from Asia

Diffusion : 30 octobre 2019  
Auteure : Équipe de recherche de la Fondation Asie Pacifique du Canada



## 2019 National Opinion Poll: Points de vue des Canadiens sur les investissements asiatiques sur la technologie de pointe

Diffusion : 12 juin 2019  
Auteure : Équipe de recherche de la Fondation Asie Pacifique du Canada



## What is China's New Foreign Investment Law, and What Does It Mean for Canada and the Global Economy?

Diffusion : 9 avril 2020  
Auteur : Dongwoo Kim, Isaac Lo



## RAPPORTS SUR LE PARTENARIAT APEC-CANADA POUR L'EXPANSION DES ENTREPRISES



**The Role of Gender In Micro and Small Enterprise Business Development in Indonesia: A Firm-Level Analysis**

Diffusion : 27 mai 2019



**Human Capital for Micro, Small, and Medium-Sized Enterprises (MSMES) in APEC Developing Economies: Indonesia**

Diffusion : 29 mai 2019



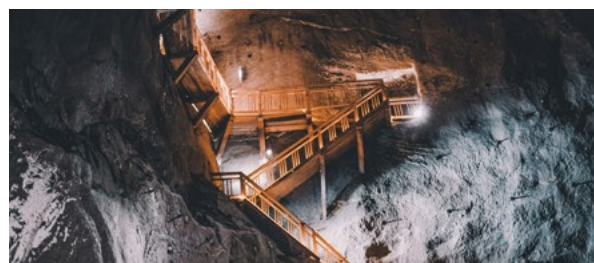
**Entrepreneurial Drivers of AgTech in the Philippines**

Diffusion : 24 juin 2019



**Financing for Social Entrepreneurship in Peru**

Diffusion : 20 février 2020



**Considerations for APEC Mining Economies: Micro, Small, and Medium Enterprises (MSME) and Social Entrepreneurship in the Context of Peru**

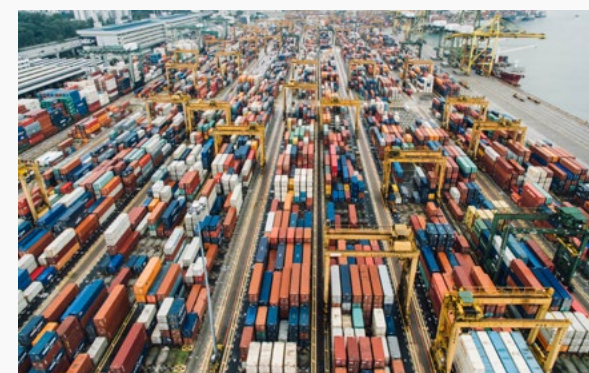
Diffusion : 26 février 2020

## RAPPORT DE L'OUTIL INVESTMENT MONITOR



**What is China's New Foreign Investment Law, and What Does It Mean for Canada and the Global Economy?**

Diffusion : 9 avril 2019



**Annual Report 2019**

Diffusion : 25 avril 2019



**Investments Drop One Year into the Canada-China Dispute – But There's a Catch**

Diffusion : 29 novembre 2019

03.

## DANS L'ACTUALITÉ

**AVRIL**

**OTTAWA CITIZEN**

8 avril 2019, par Margaret McCuaig-Johnston, attachée de recherche distinguée à la Fondation

**It's time to take off the gloves with China; The lives of two people are at stake**

*"China will only listen to Canada when bigger factors are at stake. The lives of our fellow Canadians now hang in the balance."*

**AVRIL**

**CTV NEWS**

26 avril 2019, avec Goldy Hyder, membre de l'ABLAC à la Fondation

**Don't make election about immigration, corporate Canada tells political leaders**

*"We are 10 years away from a true demographic pressure point ... What I've said to the leaders of the political parties on this issue is, 'Please, please do all you can to resist making this election about immigration.'"*

**MAI**

**THE GLOBE AND MAIL\***

24 mai 2019, par Yves Tiberghien, attaché de recherche distingué à la Fondation

**The Canada-China crisis is a game of chess, and Ottawa needs to stop playing it with checker pieces**

*"The bottom line, as history has taught us, is this: de-escalate. Understand the psychology of the other side. Don't confront the full force of a more powerful opponent, but work to understand the driver of that force and then defuse it. Think outcome, not moral righteousness – and, as in the game of chess, think several moves ahead."*

**JUIN**

**GlobeNewswire**

12 juin 2019, avec Stewart Beck, président et chef de la direction de la Fondation

**APF Canada Releases 2019 National Opinion Poll: Canadian Views on High-tech Investment from Asia**

*"Our 2019 National Opinion Poll on Canadian views on Asian investment in Canada's high-tech sector clearly demonstrates that Canadians acknowledge and understand the pivotal role Asia will play in global innovation and advancement, but also highlights areas and issues of concern to Canadians that will demand further public policy considerations," said APF Canada President and CEO, Stewart Beck*

**THE VANCOUVER SUN**

13 juin 2019, mentionnant Charles Labrecque, gestionnaire de la recherche à la Fondation

**China watchers in B.C. expect return of expats from Hong Kong**

*"The current protests are a culmination of frustrations felt (by Hong Kong) residents regarding the slow but real erosions of their freedoms," Labrecque said in an email. "If the current situation worsens and depending on how Auteurs deal with the protests, it would not be surprising to see an increase in the number of returnees."*

## JUILLET

### Foreign Policy

1<sup>er</sup> juillet 2019, par Jonathan Berkshire Miller, attaché de recherche distingué à la Fondation

#### China and Japan's Pragmatic Peace

*"In short, pragmatism on both sides has restrained the ugly public diplomacy wars that defined the relationship in recent years. Tokyo and Beijing realize that stability in their political relationship is good economics. The incremental improvement in the relationship is significant, but it should also be placed in context."*

## AOÛT

### NATIONAL POST

22 août 2019, mentionnant la Fondation

#### Unrest in Hong Kong fuels speculation of spike in 're-return migration' to Canada

*"In 2011, the Asia-Pacific Foundation released a study that estimated the number of Canadian citizens in Hong Kong to be around 300,000 but possibly as high as 500,000 — making the Canadian diaspora in Hong Kong the largest outside of the United States."*

## SEPTEMBRE

### South China Morning Post

6 septembre 2019, mentionnant Dominic Barton, ancien membre du conseil d'administration de la Fondation

#### New Canada ambassador's China ties 'may help ease troubled relationship'

*"The new Canadian ambassador to Beijing's extensive experience of living and working in China may help ease the ongoing diplomatic feud between the two countries, but a reset in relations would be difficult, according to observers."*

## OCTOBRE

### BUSINESS INSIDER

16 octobre 2019, mentionnant la Fondation

#### APF Canada Launches New Indigenous Resource for Doing Business in Asia

*"In light of the Truth and Reconciliation Commission of Canada's calls to action, which challenge businesses and organizations to better work with, engage and support Indigenous businesses, APF Canada aims to work with and support Indigenous Canada to leverage its members' skills and expertise for future engagement with the Asia Pacific, and to support social inclusion and equal economic opportunity within Canada."*

### THE VANCOUVER SUN

31 octobre 2019, mentionnant Sreyoshi Dey, gestionnaire de programme à la Fondation

#### Most Canadians support immigration of STEM workers from Asia: report

*"It's important to look at the concerns raised here. We need to address them," said Sreyoshi Dey, program manager, surveys and polling at the Vancouver non-profit that focuses on building ties, especially economic ones, between Canada and Asia."*

## NOVEMBRE

### THE GLOBE AND MAIL\*

11 novembre 2019, mentionnant Stewart Beck, président et chef de la direction de la Fondation

#### In Shanghai, Canadian business leaders say they're eager to move on after a year of friction

*"In polling by the Asia Pacific Foundation of Canada, for example, "China ranks highest among countries from which Canadians are likely to oppose foreign direct investment," said Stewart Beck, the*

*foundation's president. "Our friendship is being challenged and tested as never before," he added, although "with time and continued engagement, the relationship will endure and grow."*

## DÉCEMBRE

### THE VANCOUVER SUN

23 décembre 2019, mentionnant Stewart Beck, président et chef de la direction de la Fondation, et Pitman B. Potter, attaché de recherche distingué à la Fondation

#### Stewart Beck and Pitman Potter: Canada's future China strategy must consider national interests, global challenges

*"The West cannot turn back the clock. For good or ill China has arrived and we need to be on the front foot as opposed to simply reacting to decisions taken in Beijing or Washington ... China can no longer be viewed in isolation from challenging global dynamics. Neither should Canada's China policies."*

## JANVIER

### THE GLOBE AND MAIL\*

9 janvier 2020, par Catherine Tsalikis, attachée de recherche distinguée à la Fondation

#### Despite progress, Japanese women's route to top corporate jobs has many obstacles

*"Today, the pejorative "Christmas cake" moniker has gone out of fashion, but according to female business leaders and entrepreneurs, many women in Japan are still faced with a discriminatory corporate culture that requires them to choose between having a family and climbing the career ladder. It's a culture that mirrors society as a whole: In a 2016 Cabinet Office survey, 40.5 per cent of respondents agreed that a husband should be expected "to work outside the home," while a wife should be expected "to take on domestic duties."*

## Bloomberg

28 janvier 2020, mentionnant la Fondation

#### The Free and Open Indo-Pacific: Charting a Common Approach

*"The Asia Pacific Foundation intends to build on the success of this conference to establish an annual Vancouver Asia Dialogue series that addresses key strategic issues in the Indo-Pacific. Vancouver's location and its connectivity to North America and Asia make the city the ideal place for strategic dialogue."*

## FÉVRIER

### NATIONAL POST

3 février 2020, mentionnant Hugh Stephens, attaché de recherche distingué à la Fondation

#### Canadian governments give Huawei millions in funding while debate rages over its 5G role

*"Canadians widely encouraged Chinese investment until very recently, while Huawei itself provided employment when Ottawa-based Nortel Networks collapsed in 2009, noted Hugh Stephens, a distinguished fellow with the Asia Pacific Foundation."*

## MARS

### Foreign Policy

11 mars 2020, par Catherine Tsalikis, attachée de recherche distinguée à la Fondation

#### How Japan Rode a Tsunami to Equality

*"Along with re-assessing the trajectory of their own lives, women in Tohoku have seized the chance to play a more active role in promoting social change post 3/11—no small feat in a landscape dominated by male decision-makers."*



# 04.

## ÉTATS FINANCIERS

- État des résultats
- État de la situation financière
- État des flux de trésorerie

## ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice clos le 31 mars 2020, avec les informations comparatives pour 2019

	2020	2019
<b>Produits:</b>		
Revenu tiré de placements, montant net [note 3 b)]	\$ 2,191,994	\$ 2,293,523
Financement public	1,879,461	2,291,011
Financement du secteur privé	511,391	449,300
Autres	16,321	16,235
	4,599,167	5,050,069
<b>Charges d'exploitation (note 9):</b>		
Projets	2,374,531	2,216,763
Programme Kakehashi	788,718	1,059,134
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	448,207	697,140
Bourse de recherche McArthur	642	64,950
Administration	849,883	1,041,038
Communication et information du public	557,499	541,728
Installations et amortissement	372,571	354,823
Subventions	376,893	409,161
Secrétariat	170,521	134,692
Conseil d'administration	190,338	195,854
	6,129,803	6,715,283
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant les éléments suivants	(1,530,636)	(1,665,214)
Gain réalisé sur les placements	1,543,916	6,631,764
Variation de la juste valeur des placements	(4,774,302)	(3,255,840)
<b>Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges</b>	<b>\$ (4,761,022)</b>	<b>\$ 1,710,710</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2020, avec les informations comparatives pour 2019

	2020	2019
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie	\$ 1,245,693	\$ 2,152,585
Débiteurs	186,230	395,086
Charges payées d'avance	125,698	70,542
Placements [note 3 a)]	66,546,308	70,246,199
	68,103,929	72,864,412
Immobilisations corporelles (note 4)	117,917	136,311
Dépôts	27,634	27,634
	\$ 68,249,480	\$ 73,028,357
<b>Passif et actif net</b>		
Passif à court terme Crédoiteurs et charges à payer	\$ 564,495	\$ 762,994
Produits reportés (note 5)	1,370,169	1,180,139
	1,934,664	1,943,133
Incitatifs à la location reportés	23,465	32,851
	1,958,129	1,975,984
<b>Actif net</b>		
Fonds de dotation affecté [(notes 1 et 7 c)]	50,000,000	50,000,000
Fonds non affecté	16,291,351	21,052,373
	66,291,351	71,052,373
Engagements et garanties (note 7)		
Événement postérieur à la date de clôture et éventualité (note 10)		
	\$ 68,249,480	\$ 73,028,357

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du conseil:

administrateur: 

administrateur: 

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 mars 2020, avec les informations comparatives pour 2019

	2020	2019
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation:</b>		
<b>Activités d'exploitation:</b>		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	\$ (4,761,022)	\$ 1,710,710
<b>Éléments sans effet sur la trésorerie:</b>		
Amortissement	48,023	53,133
Amortissement des incitatifs à la location reportés	(9,386)	(9,386)
Variation de la juste valeur des placements	4,774,302	3,255,840
	51,917	5,010,297
<b>Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement</b>		
Débiteurs	208,856	231,940
Charges payées d'avance	(55,156)	1,191
Créditeurs et charges à payer	(198,499)	202,718
Produits reportés	190,030	(8,717)
	197,148	5,437,429
<b>Activités d'investissement:</b>		
Achat de matériel	(29,629)	(6,892)
Acquisition de placements, déduction faite des prélèvements ou des cessions	(1,074,411)	(4,605,859)
	(1,104,040)	(4,612,751)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(906,892)	824,678
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	2,152,585	1,327,907
Trésorerie à la clôture de l'exercice	\$ 1,245,693	\$ 2,152,585

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

05.

## DONATEURS

Le financement des coûts d'exploitation et des bourses est assuré par un fonds de dotation établi par le gouvernement du Canada. Nous tenons aussi à exprimer notre reconnaissance aux personnes, aux sociétés, aux fondations et aux organismes gouvernementaux qui nous ont soutenus dans notre mission de servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada.

La liste des donateurs qui ont contribué à rendre notre recherche et nos activités possibles se trouve ci-après. Nous les remercions de leur appui.

### 100 000 \$ OU PLUS

Affaires mondiales Canada (pluriannuel)

Exportation et développement Canada (pluriannuel)

Gouvernement du Canada, Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (pluriannuel)

Province de la Colombie-Britannique, ministère de l'Éducation (pluriannuel)

Ressources naturelles Canada (pluriannuel)

### DE 50 000 \$ À 100 000 \$

Chambre de commerce de l'Atlantique

Université de Toronto, Centre des politiques sociales mondiales

### DE 10 000 \$ À 50 000 \$

Air Canada

Ambassade du Canada au Japon (en nature)

Bennett Jones LLP (en nature)

Conseil canadien des affaires

Farris LLP

Fiera Capital Corporation

Financière Manuvie

Hitachi Canada

Horizons de politiques Canada

Investir au Canada

McCarthy Tétrault (en nature)

Ministère de la défense nationale, programme MINDS

Ministère des Affaires étrangères du Japon

National Geographic Society

Noah Canada Wealth Management Ltg.

Province de la Saskatchewan

Rakuten Kobo Inc.

Samantha Thavasa (en nature)

Takeda Canada Inc.

TELUS

Toyota Canada Inc.

Two Lions Records (en nature)

Université de Calgary, École des politiques publiques



## MOINS DE 10 000 \$

ArcelorMittal, Amérique du Nord

Beam Suntory Canada Inc.

Canon Canada Inc.

Cathay Pacific Airways Limited

Consulat général du Japon à Toronto (en nature)

Deloitte Canada

Emploi et Développement social Canada

Fujitsu Intelligence Technology

Groupe financier BMO (en nature)

Iamgold Corporation

Japan Automobile Manufacturers Association Inc.

Kazuhiro Yasufuku, Dr

Mitsui & Co (Canada) Ltd.

Montréal International

Raymond Moriyama

Shiseido (Canada) Inc.

Stephen Bowman

Stikeman Elliott LLP

Succession d'Oscar Peterson

Sumitomo Mitsui Banking Corporation of Canada

Torys LLP

Université de Toronto, School of Cities (en nature)

Université pour femmes de Kyoto

Université Ryerson

Ville de Markham

Yuen Pau Woo Consultants



## 06.

# GOVERNANCE

- Membres du conseil d'administration
- Attachés de recherche distingués
- Personnel de la Fondation
- Chercheurs boursiers postuniversitaires
- Boursiers apprentis chercheurs
- Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie
- Titulaires de bourses de reportage
- Conseil jeunesse de l'Asie Pacifique

## MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020

### L'hon. Pierre Pettigrew, C. P., LL.D.

Président du conseil d'administration, Fondation Asie Pacifique du Canada, et conseiller de direction, affaires internationales, Deloitte Canada

### Marie-Lucie Morin

Vice-présidente, Fondation Asie Pacifique du Canada

### Murad Al-Katib

Président et PDG, AGT Food and Ingredients Inc.

### Dominic Barton

Ambassadeur du Canada en Chine, ancien président, Teck Resources; associé principal, McKinsey & Company

### Lisa de Wilde

Ancienne chef de direction, TVO

### Jean Charest

Associé, McCarthy Tétrault s.r.l., premier ministre du Québec (2003-2012); membre du Conseil privé de la Reine

### Kevin Falcon

Vice-président directeur, Anthem Capital Corp.

### Brian Gallant

Chef de la direction, Centre canadien pour la mission de l'entreprise; conseiller principal, Navigator Ltd; conseiller spécial sur l'innovation, la cybersécurité et le droit, Université Ryerson; ancien député et premier ministre, Nouveau-Brunswick

### Melissa Kennedy

Vice-présidente générale, affaires publiques et première directrice des affaires juridiques, Financière Sun Life

### John Knuble

Ancien sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada

### Peter Kruyt

Conseiller principal, Power Corporation du Canada

### Chris Labelle

Cofondateur et chef de l'exploitation, Mosaic Manufacturing

### Paul Lee

Associé directeur, Vanedge Capital

### Kevin Lynch

Ancien vice-président, BMO Groupe financier

### John Montalbano

Président et chef d'entreprise, Tower Beach Capital Ltd.

### Lois Nahirney

Présidente et chef de la direction, dnaPower Inc.

### Sandra Papatello

Présidente, Canadian International Avenues

### Indira Samarasekera

Ancienne rectrice et vice-chancelière, Université de l'Alberta

### Constance Sugiyama

Présidente, ConMark Strategy Inc.

## ATTACHÉS DE RECHERCHE

### David Alan Byng

Université Royal Roads

### Don W. Campbell

DLA Piper

### Joseph Caron

Ancien ambassadeur et diplomate

### Dan Ciuriak

Ciuriak Consulting

### Ken Coates (Ph. D.)

Université de la Saskatchewan

### Brad Gilmour

Mouralea Trade, Agriculture and Resource Consulting

### Michael Goldberg (Ph. D.)

École de commerce Sauder, Université de la C.-B.

### Carin Holroyd (Ph. D.)

Université de la Saskatchewan

### Deanna Horton (Ph. D.)

École Munk des affaires internationales

### Margaret McCuaig-Johnston (Ph. D.)

Université d'Ottawa, Université de l'Alberta

### Jonathan Berkshire Miller (Ph. D.)

Institut japonais des affaires internationales

### Jean Michel Montsion (Ph. D.)

Université York

### Stephen Robert Nagy (Ph. D.)

Département de sciences politiques et d'études internationales, Université chrétienne internationale de Tokyo

### Patricia Nelson (Ph. D.)

Centre sur les études stratégiques et internationales et École des sciences économiques de Stockholm

### Nicholas Parker

Parker Venture Management inc./Global Acceleration Partners Inc.

### Ito Peng (Ph. D.)

Université de Toronto

### Pitman Potter

Université de la C.-B.

### Daniel Savas (Ph. D.)

Université Simon Fraser

### Michael Small (Ph. D.)

Centre de dialogue de l'USF

### Hugh L. Stephens

Université de Calgary, Université Royal Roads

### Yves Tiberghien (Ph. D.)

Université de la C.-B.

### James Tiessen (Ph. D.)

Université Ryerson

### David Welch (Ph. D.)

CIGI, École Balsillie des affaires internationales

## PERSONNEL DE LA FONDATION



### Stewart Beck

Président et chef de la direction

### Mari Abe

Adjointe de direction, Toronto

### Rosie Bolderston

Gestionnaire de programme, bourses et propositions

### Lauren Chang

Gestionnaire de programme, commandites

### Jamie Curtis

Graphiste

### Sreyoshi Dey

Gestionnaire de programme, perspectives sur l'Asie

### Jordan Dupuis

Gestionnaire de programme

### Kathy Forbes

Spécialiste de l'information et webmestre

### Scott Harrison

Gestionnaire de programme, renforcement des liens avec l'Asie

### Annie Hu

Gestionnaire de la comptabilité

### Sian Jones

Gestionnaire de programme, projet Kakehashi

### Dongwoo Kim

Gestionnaire de programme, Asie numérique

### Justin Kwan

Gestionnaire de programme, Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises

### Karina Kwok

Spécialiste des médias sociaux et des communications

### Charles Labrecque

Directeur de la recherche

### A.W. Lee

Gestionnaire de programme, Stratégie de croissance diversifiée et inclusive pour les femmes entrepreneurs

### Stephanie Lee

Gestionnaire de programme, réseaux et partenariats

### Aloka McLean

Secrétaire du conseil d'administration, bureau du président

### Christine Nakamura

Vice-Président, Toronto Office

### Mandy Ng

Coordonnatrice de l'administration du bureau et des événements

### Nadine Oliver

Spécialiste de projet

### Grace Pacio

Gestionnaire des ressources humaines et du bureau

### Jeff Reeves

Vice-Président, Research

### Michael Roberts

Communications Manager

### Pauline Stern

Gestionnaire de programme, commerce avec l'Asie

### Christine Stoddard

Partenaire de direction, Affaires

### Yuko Uchida

Adjointe de direction de la vice-présidente, recherche

### Kai Valdez Bettcher

Spécialiste de programme, commerce avec l'Asie

### Erin Williams

Gestionnaire de programme, compétences et savoir-faire

### Mary Zhong

Aide-comptable

## CHERCHEURS BOURSIERS

### Chercheurs boursiers postuniversitaires

Mendee Jargalsaikhan

Yoel Kornreich

Isaac Lo

### Boursiers apprentis chercheurs

Margot Chen

Rasmus Dilling-Hansen

Phebe Ferrer

Yiwei Jin

Jamie Cin Yee Leung

Tracy Ly

Sainbuyan Munhkbhat

Dakota Norris

Daniela Rodriguez

Hugo Roy



# CONSEIL CONSULTATIF DES CHEFS D'ENTREPRISE SUR L'ASIE (ABLAC)

## Canada

### Goldy Hyder

vice-présidente de l'ABLAC en 2020; président et chef de la direction, Conseil canadien des affaires

### Murad Al-Katib

Président et chef de la direction, AGT Food and Ingredients Inc.

### Dominic Barton, ambassadeur

Président honoraire de l'ABLAC; ambassadeur du Canada en Chine

### Stewart Beck

Président et chef de la direction, Fondation Asie Pacifique du Canada

### Dean A. Connor

Président et chef de la direction, Financière Sun Life

### Neil Cunningham

Président et chef de la direction

### Janet De Silva

Présidente et chef de la direction, Chambre de commerce de la région de Toronto

### Janice Fukakusa

Chancelière, Université Ryerson

### Gordon Fyfe

Chef de la direction générale et dirigeant principal de l'information, British Columbia Investment Management Corporation (BCI)

### Tim S. Gitzel

Président et chef de la direction, Cameco Corporation

### Kathy Kinloch

Président et chef de la direction, British Columbia Institute of Technology (BCIT)

### Mairead Lavery

Présidente et chef de la direction, Exportation et développement Canada (EDC)

### Don Lindsay

Président et chef de la direction, Teck Resources Limited

### Mark Machin

Président et chef de la direction, Office d'investissement du Régime de pensions du Canada (OIRPC)

### Sue Paish

Chef de la direction générale, Supergrappe des technologies numériques

### Michael Rolland

Président et chef de l'exploitation, région de l'Asie-Pacifique, OMERS

### Calin Rovinescu

Président et chef de la direction, Air Canada

### Michael Sabia

Directeur, École Munk des affaires internationales et des politiques publiques

### Ian Smith

Chef de la direction, Clearwater Fine Food Inc.

### Mark Wiseman

Gestionnaire des investissements mondiaux et conseiller principal, Hillhouse

## Asie

### Songyee Yoon

Présidente de l'ABLAC en 2020; chef de la direction, NCsoft, division Occident (Corée)

### Hafimi Abdul Haadi

Administratrice et actionnaire, LVK Group of Companies (Brunéi Darussalam)

### Muhamad Chatib Basri

Cofondateur et associé principal, Institut de recherche Creco (Indonésie)

### John Cheh

Vice-président et chef de la direction, Esquel Group (Hong Kong)

### Tae-young (Ted) Chung

Vice-président et chef de la direction, Hyundai Card • Hyundai Capital • Hyundai Commercial (Corée du Sud)

### Tim Dattels

Associé codirecteur, associé principal et codirecteur des affaires asiatiques, TPG Capital (Hong Kong)

### Joseph S. Fung

Associé directeur, Saltagen Ventures (Hong Kong)

### N. Ganapathy Subramaniam

Chef de l'exploitation et directeur général, Tata Consultancy Services (Inde)

### Doris Ho

Présidente et chef de la direction, Magsaysay Group of Companies (Philippines)

### Ken (Houkun) Hu

Vice-président adjoint, Huawei (Chine)

### Lan Kang

Membre du Distinguished Careers Institute de Stanford (Chine)

### Michael ByungJu Kim

Fondateur et partenaire, MBK Partners (Corée du Sud)

### Kenny Lam

Chef de la direction, Two Sigma, région de l'Asie-Pacifique (Chine)

### Winston Leong

Fontana Enterprises Ltd. (Hong Kong)

### Shan Li

Président et chef de la direction, Silk Road Financing Corporation (Chine)

### Veronica Lukito

Chef de la direction et associée directrice, Ancora Capital Management (Indonésie)

### Anand Mahindra

Président et directeur général, Mahindra Group (Inde)

### Cong Phan

Président, Unibrands (Vietnam)

### Shunichi Shibamura

Fonctionnaire supérieur de la direction, SIGMAXYZ (Japon)

### Chin Hwee Tan

Chef de la direction, Trafigura, région de l'Asie Pacifique (Singapour)

### Yukako Uchinaga

Président du conseil, Japan Women's Innovative Network, présidente et chef de la direction, Globalization Research Institute (Japon)

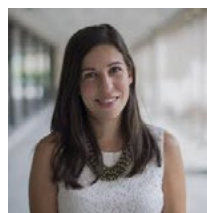
### Diane Wang

Fondatrice et chef de la direction, DHgate.com (Chine)

## TITULAIRES DE BOURSES DE REPORTAGE



Établie à Ottawa, **Amitha Kalaichandran** est une journaliste, médecin résidente et épidémiologiste dont les textes portent sur les questions urgentes en santé. Elle a composé des reportages sur une grande variété de sujets médicaux pour la CBC, le National Post, le Toronto Star, Walrus, Wired, Fast Company et le Globe and Mail, ainsi que pour le New York Times et le Boston Globe. Durant le présent exercice, son projet explorera ce que le Canada peut apprendre du Japon et de la Chine en matière d'intégration de l'intelligence artificielle (IA) et des soins de santé, ce qui est particulièrement opportun compte tenu des nouveaux investissements canadiens dans ces secteurs.



Journaliste de la presse écrite, en ligne et audiovisuelle établie à Toronto, **Catherine Tsalikis** a travaillé dans des salles de rédaction internationales à Londres, Istanbul et Toronto, où elle est actuellement rédactrice en chef d'OpenCanada et rédactrice d'articles de fond spécialiste de la politique étrangère canadienne. Son projet a porté concentré sur l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes dans l'économie « super-âge » du Japon, où l'« économie féminine » présente de nouvelles leçons pour des pays comme le Canada qui doivent faire face à des changements démographiques extrêmes et à des pénuries.

## CONSEIL JEUNESSE DE L'ASIE PACIFIQUE

### Vancouver



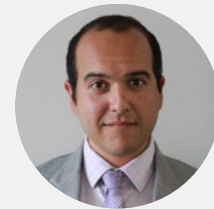
**Angela Tien**  
*Présidente du Conseil jeunesse*



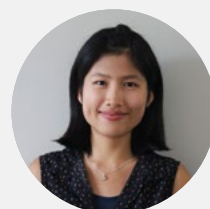
**Arkam Nusky**  
*Directeur des finances et des commandites*



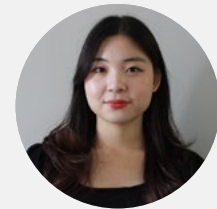
**Matthew Putman**  
*Codirecteur du programme étudiant de veille électorale*



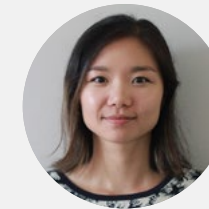
**Felipe Civita Ferreira**  
*Directeur des carrières mondiales*



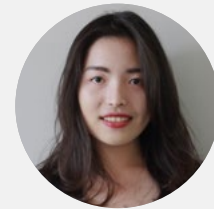
**Gina Hsu**  
*Director of Community and Outreach*



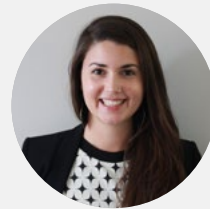
**Lucya Park**  
*Directrice adjointe de l'entrepreneuriat et des affaires en Asie-Pacifique*



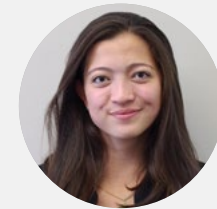
**Yaoyao Pei**  
*Codirectrice des programmes artistiques et culturels*



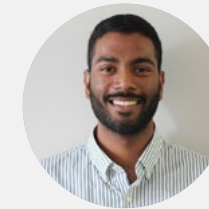
**Catherine Jiang**  
*Directrice adjointe des carrières mondiales*



**Nicola Jones-Crossley**  
*Directrice de l'entrepreneuriat et des affaires en Asie-Pacifique*



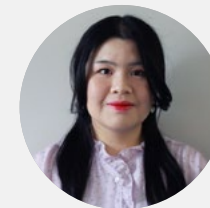
**Natascha Schoepf**  
*Codirectrice des programmes artistiques et culturels*



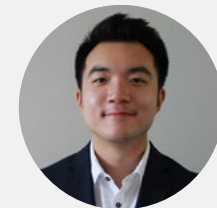
**Chandima Silva**  
*Codirecteur des programmes artistiques et culturels*



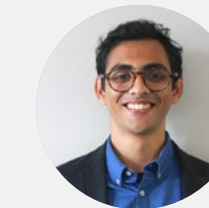
**Arthur Liao**  
*Codirecteur des programmes artistiques et culturels*



**Jamie Cin Yee Leung**  
*Codirectrice du programme étudiant de veille électorale*



**Benedict Tang**  
*Directeur des communications et du marketing numériques*



**Faiz Vagh**  
*Codirecteur du programme étudiant de veille électorale*

### Toronto

- Feavan Abidta
- Gauraang Dhar
- Trevor Fairlie
- Jennifer Lau
- Marian Mendoza
- Tim Rodgers
- Kanika Sachdeva





07.

## ANNEXES FINANCIÈRES

- Rapport des auditeurs indépendants
- Notes afférentes aux états financiers consolidés
- Énoncé des politiques et des procédures de déplacement



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
B.P. 10426 777, rue Dunsmuir  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1K3  
Canada  
Téléphone 604-691-3000  
Télécopieur 604-691-3031

### RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique du Canada

#### *Opinion*

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Fondation Asie Pacifique du Canada (« la Fondation »), qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2020;
- l'état des résultats pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

#### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de la Fondation conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Fondation ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Fondation.

### **Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Fondation;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Fondation à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.*

Comptables professionnels agréés

Vancouver, Canada  
Le 13 juillet 2020

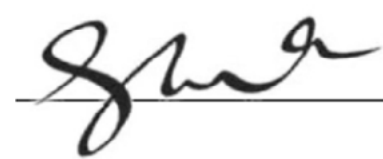
État de la situation financière

Au 31 mars 2020, avec les informations comparatives pour 2019

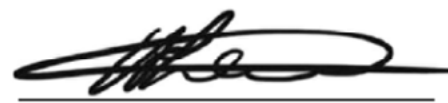
	2020	2019
<b>Actif</b>		
Actif à court terme		
Trésorerie	1 245 693 \$	2 152 585 \$
Débiteurs	186 230	395 086
Charges payées d'avance	125 698	70 542
Placements [note 3 a)]	66 546 308	70 246 199
	68 103 929	72 864 412
Immobilisations corporelles (note 4)	117 917	136 311
Dépôts		
	27 634	27 634
	68 249 480 \$	73 028 357 \$
<b>Passif et actif net</b>		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	564 495 \$	762 994 \$
Produits reportés (note 5)	1 370 169	1 180 139
	1 934 664	1 943 133
Incitatifs à la location reportés	23 465	32 851
	1 958 129	1 975 984
Actif net		
Fonds de dotation affecté [(notes 1 et 7 c)]	50 000 000	50 000 000
Fonds non affecté	16 291 351	21 052 373
	66 291 351	71 052 373
Engagements et garanties (note 7)		
Événement postérieur à la date de clôture et éventualité (note 10)		
	68 249 480 \$	73 028 357 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du conseil,



, administrateur



, administrateur

État des résultats

Exercice clos le 31 mars 2020, avec les informations comparatives pour 2019

	2020	2019
<b>Produits</b>		
Revenu tiré de placements, montant net [note 3 b)]	2 191 994 \$	2 293 523 \$
Financement public	1 879 461	2 291 011
Financement du secteur privé	511 391	449 300
Autres	16 321	16 235
	4 599 167	5 050 069
<b>Charges d'exploitation (note 9)</b>		
Projets	2 374 531	2 216 763
Programme Kakehashi	788 718	1 059 134
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	448 207	697 140
Bourse de recherche McArthur	642	64 950
Administration	849 883	1 041 038
Communication et information du public	557 499	541 728
Installations et amortissement	372 571	354 823
Subventions	376 893	409 161
Secrétariat	170 521	134 692
Conseil d'administration	190 338	195 854
	6 129 803	6 715 283
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant les éléments suivants :	(1 530 636)	(1 665 214)
Gain réalisé sur les placements	1 543 916	6 631 764
Variation de la juste valeur des placements	(4 774 302)	(3 255 840)
<b>Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges</b>	<b>(4 761 022) \$</b>	<b>1 710 710 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

État de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars 2020, avec les informations comparatives pour 2019

	Fonds de dotation affecté	Fonds non affectés	Total
Solde au 31 mars 2018	50 000 000 \$	19 341 663 \$	69 341 663 \$
Excédent des produits par rapport aux charges	–	1 710 710	1 710 710
Solde au 31 mars 2019	50 000 000	21 052 373	71 052 373
Insuffisance des produits par rapport aux charges	–	(4 761 022)	(4 761 022)
<b>Solde au 31 mars 2020</b>	<b>50 000 000 \$</b>	<b>16 291 351 \$</b>	<b>66 291 351 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2020, avec les informations comparatives pour 2019

	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Activités d'exploitation		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(4 761 022) \$	1 710 710 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	48 023	53 133
Amortissement des incitatifs à la location reportés	(9 386)	(9 386)
Variation de la juste valeur des placements	4 774 302	3 255 840
	51 917	5 010 297
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Débiteurs	208 856	231 940
Charges payées d'avance	(55 156)	1 191
Créditeurs et charges à payer	(198 499)	202 718
Produits reportés	190 030	(8 717)
	197 148	5 437 429
Activités d'investissement		
Achat de matériel	(29 629)	(6 892)
Acquisition de placements, déduction faite des prélèvements ou des cessions	(1 074 411)	(4 605 859)
	(1 104 040)	(4 612 751)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(906 892)	824 678
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	2 152 585	1 327 907
<b>Trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	<b>1 245 693 \$</b>	<b>2 152 585 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

**1. Nature des activités**

La Fondation Asie Pacifique du Canada (la « Fondation ») est un organisme sans but lucratif consacré aux relations du Canada avec l'Asie et elle a été créée en 1984 par une loi du Parlement. Sa mission consiste à servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada. La Fondation a pour rôle de renforcer les liens entre le Canada et l'Asie, son action étant orientée sur huit champs d'activité particuliers, à savoir le commerce et l'investissement, les enquêtes et les sondages, la sécurité régionale, le numérique, les réseaux nationaux, le développement durable, le développement des compétences des Canadiens, notamment les jeunes, en ce qui a trait à l'Asie et l'amélioration de la compréhension globale des Canadiens de l'Asie et de son influence mondiale grandissante. Son financement annuel provient du revenu tiré d'un fonds de dotation de 50 millions de dollars créé par le gouvernement fédéral en novembre 2005 et d'autres sources. Le montant en capital du fonds de dotation de 50 millions de dollars sera maintenu en permanence.

La Fondation est enregistrée auprès de l'Agence du revenu du Canada à titre d'organisme de bienfaisance et elle est exonérée de l'impôt sur les bénéfices.

**2. Principales méthodes comptables**

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, aux termes de la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, et reflètent les principales méthodes comptables suivantes.

**a) Comptabilisation des produits**

- i) La Fondation applique la méthode du report pour la comptabilisation du financement public, du financement du secteur privé et des commandites. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits dans la période au cours de laquelle ils sont reçus. Les apports affectés sont comptabilisés lorsqu'ils sont dépensés pour la fin à laquelle ils ont été affectés.

Les fonds sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré et au cours du même exercice où les charges connexes sont comptabilisées.

Les dotations sont comptabilisées à titre d'augmentations directes de l'actif net.

- ii) Le revenu tiré de placements est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice et il est comptabilisé lorsqu'il est gagné, sauf en ce qui concerne le revenu tiré de placements propres au fonds qui pourvoit la bourse de recherche McArthur (notes 3 et 5), lequel est affecté et reporté à titre de composant du fonds jusqu'à ce qu'il soit employé.

**2. Principales méthodes comptables (suite)****b) Instruments financiers**

Les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au moment de la comptabilisation initiale. Les instruments dérivés autonomes qui ne sont pas désignés comme éléments constitutifs d'une relation de couverture admissible et les instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Tous les autres instruments financiers sont comptabilisés ultérieurement au coût ou au coût après amortissement, sauf si la direction a choisi de comptabiliser les instruments à la juste valeur. La Fondation a décidé de comptabiliser ses placements à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction engagés dans le cadre de l'acquisition d'instruments financiers évalués ultérieurement à la juste valeur sont imputés aux résultats à mesure qu'ils sont engagés.

Les actifs financiers comptabilisés au coût ou au coût après amortissement font l'objet d'un test de dépréciation tous les ans à la clôture de l'exercice s'il existe des indications de dépréciation. S'il existe une indication de dépréciation, la Fondation détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs au titre de l'actif financier. S'il y a eu un changement défavorable important dans les flux de trésorerie attendus, la Fondation ramène la valeur comptable de l'actif financier au plus élevé des montants suivants : la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus, le prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif financier ou la valeur de réalisation que la Fondation s'attend à obtenir de tout bien affecté en garantie du remboursement de l'actif financier. Si des faits et circonstances s'inversent au cours d'une période ultérieure, une moins-value doit faire l'objet d'une reprise dans la mesure de l'amélioration, la valeur comptable ne devant pas être supérieure à la valeur comptable initiale.

**c) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées initialement au coût. Les frais de réparation et d'entretien sont imputés aux résultats. L'amortissement est effectué selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de la durée de vie utile estimative de l'immobilisation selon les barèmes suivants.

Matériel informatique	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	De 4 à 6 ans
Améliorations locatives	Sur la durée de vie utile ou la durée du contrat de location, selon la moins longue des deux

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### c) Immobilisations corporelles (suite)

Les immobilisations acquises en vertu de contrats de location-acquisition sont amorties sur la durée du contrat ou selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile des immobilisations, en fonction des barèmes présentés ci-dessus.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus aux activités de prestation de services de la Fondation, sa valeur comptable est ramenée à sa juste valeur ou à sa valeur de remplacement.

### d) Incitatifs à la location reportés

Les incitatifs à la location reportés se composent des fonds d'incitatifs à la location reçus des propriétaires. Ces incitatifs sont amortis sur la durée du bail, à titre de diminution des charges locatives.

### e) Subventions

En vertu des exigences liées au fonds de dotation affecté, la Fondation s'engage à fournir du financement lié à divers projets de recherche en matière de diffusion d'information dans la région de l'Asie-Pacifique. Ces engagements sont inscrits en tant que passif au début de la période d'octroi des subventions.

### f) Ventilation des charges

La Fondation engage certains frais généraux qui sont communs à l'administration de la Fondation ainsi qu'à chacun de ses programmes. La Fondation ventile ses frais généraux en déterminant la meilleure méthode pour répartir chacune des composantes des frais et elle applique ensuite cette méthode systématiquement d'un exercice à l'autre (se reporter à la note 9).

Les frais généraux se rapportent aux ressources humaines, aux technologies de l'information, aux finances et à l'administration. Les frais sont affectés aux ressources humaines et aux technologies de l'information en fonction du temps accordé aux programmes. Les frais sont affectés aux finances et à l'administration en fonction de l'utilisation et des coûts réels.

### g) Avantages sociaux futurs

La Fondation offre un régime à cotisations définies en vertu duquel elle verse des cotisations égales à celles du participant dans le REER collectif, jusqu'à concurrence de 5 % du salaire brut. Les cotisations au régime sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées. Au cours de l'exercice 2020, la Fondation a engagé des charges liées aux cotisations se chiffrant à 94 195 \$ (92 690 \$ en 2019).

### h) Apports sous forme de services et de biens

La Fondation peut recevoir des apports sous forme de services, y compris des services fournis par les membres de l'équipe de gouvernance, les commanditaires ou les bénévoles chaque année. En raison de la difficulté que pose la détermination de la juste valeur des apports sous forme de services, ceux-ci ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### h) Apports sous forme de services et de biens (suite)

Les apports sous forme de biens sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport lorsque la juste valeur peut être déterminée et que les biens offerts auraient de toute façon été achetés.

### i) Conversion de devises

Les éléments monétaires libellés en devises sont ajustés à la date de l'état de la situation financière pour refléter le cours de change en vigueur à cette date. Les éléments non monétaires sont convertis selon le cours de change qui était en vigueur au moment où les actifs ont été acquis ou les obligations, engagées. Les produits et les charges sont convertis selon le cours de change moyen du mois au cours duquel ils sont engagés. Les profits et pertes de change sont pris en compte lors de la détermination de l'excédent ou de l'insuffisance des produits par rapport aux charges pour la période.

### j) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les informations fournies au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. Les éléments importants qui doivent faire l'objet d'estimations de la part de la direction comprennent la juste valeur des placements, la durée de vie utile des immobilisations corporelles aux fins de l'amortissement ainsi que les provisions pour éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Exercice clos le 31 mars 2020

**3. Placements et revenu tiré de placements, montant net**

## a) Placements

Les placements aux 31 mars se composent des portefeuilles suivants.

	2020	2019
Portefeuille du fonds de dotation <i>i)</i>	65 716 739 \$	70 246 199 \$
Portefeuille de la bourse de recherche McArthur <i>ii)</i>	829 569	–
	<b>66 546 308 \$</b>	<b>70 246 199 \$</b>

*i)* Le portefeuille du fonds de dotation comporte les placements à la juste valeur suivants.

	2020	2019
Fonds Phillips, Hager & North		
Fonds fiduciaire de retraite d'hypothèques	3 338 338 \$	3 278 571 \$
Fonds d'hypothèques et d'obligations à court terme	1 394 492	–
Fonds du marché monétaire canadien	5 084 041	–
Fonds multistratégie alpha	–	5 909 788
Fonds d'actions mondiales à faible volatilité	10 147 764	10 809 640
	<b>19 964 635</b>	<b>19 997 999</b>
Fonds de la Corporation Fiera Capital		
Placements à court terme	188 141	274 563
Fonds d'actions canadiennes	16 086 730	18 267 695
Fonds d'actions internationales	15 060 770	14 885 634
	<b>31 335 641</b>	<b>33 427 892</b>
Romspen Investment Corporation		
Fonds de placements hypothécaires	7 007 418	6 519 256
Fonds d'Axium Infrastructure	7 349 914	7 199 366
Fondation de Vancouver		
Fonds de la Fondation Asie Pacifique du Canada	10 011	11 003
Westcourt Capital Corporation TFS	–	3 000 000
VPC	49 120	90 683
	<b>49 120</b>	<b>3 090 683</b>
	<b>65 716 739 \$</b>	<b>70 246 199 \$</b>

Exercice clos le 31 mars 2020

**3. Placements et revenu tiré de placements, montant net (suite)**

## a) Placements (suite)

*ii)* Le portefeuille de la bourse de recherche McArthur comprend les placements du fonds associé au programme de la bourse de recherche McArthur (note 5). Il comporte les placements à la juste valeur suivants.

	2020	2019
Fiera Capital Corporation – Fonds équilibré de DFF	829 569 \$	– \$

## b) Revenu net tiré de placements

Le revenu tiré de placements se compose des éléments suivants.

	2020	2019
Revenu et distributions de fonds propres	896 416 \$	932 742 \$
Dividende	817 389	760 324
Intérêts	913 684	1 005 742
	<b>2 627 489</b>	<b>2 698 808</b>
Moins : les honoraires de gestion des placements et les honoraires du dépositaire	(435 495)	(405 285)
	<b>2 191 994 \$</b>	<b>2 293 523 \$</b>

Le revenu reçu, déduction faite des frais engagés relativement au portefeuille de placements de la bourse de recherche McArthur, est reporté et est comptabilisé dans le fonds associé au programme de la bourse de recherche McArthur (note 5).

**4. Immobilisations corporelles**

	2020		2019	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel informatique	96 149 \$	81 775 \$	14 374 \$	11 107 \$
Mobilier et matériel de bureau	259 462	190 206	69 256	79 607
Améliorations locatives	114 601	80 314	34 287	45 597
	<b>470 212 \$</b>	<b>352 295 \$</b>	<b>117 917 \$</b>	<b>136 311 \$</b>

Exercice clos le 31 mars 2020

**5. Produits reportés**

	Bourse de recherche McArthur	Programme Kakehashi	Autres programmes	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	819 464 \$	74 802 \$	285 872 \$	1 180 138 \$
Fonds reçus	116 276	894 055	1 535 145	2 545 476
Fonds à recevoir	–	–	79 706	79 706
Revenu tiré de placements gagné	56 446	–	–	56 446
Variation de la juste valeur des placements	(87 902)	–	–	(87 902)
Produits constatés	(642)	(801 565)	(1 601 488)	(2 403 695)
Solde à la clôture de l'exercice	903 642 \$	167 292 \$	299 235 \$	1 370 169 \$

Au 31 mars 2020, une tranche de 829 569 \$ (néant en 2019) [note 3 a) *ii*] des fonds reportés du programme de la bourse de recherche McArthur était détenue dans des placements et la tranche restante de 74 073 \$ (819 464 \$ en 2019) était détenue sous forme de trésorerie.

Au 31 mars 2020, les fonds du programme Kakehashi, lesquels étaient non déboursés et reportés, se chiffraient à 167 292 \$ (74 803 \$ en 2019). Le ministère des Affaires étrangères du Japon a accepté de permettre à la Fondation d'utiliser les fonds au cours de l'exercice 2021.

Au cours de 2020, la Fondation a facturé des frais administratifs de 12 847 \$ (17 516 \$ en 2019) au programme Kakehashi, suivant les dispositions prévues par l'entente relative au programme. Ces montants sont inclus dans les produits présentés à l'état des résultats.

**6. Apports sous forme de biens**

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Fondation a reçu les apports sous forme de biens suivants de la part de commanditaires. Ces apports figurent dans l'état des résultats.

	2020	2019
Billets d'avion	6 729 \$	37 676 \$
Salles et services de traiteur pour des événements	48 683	–
Application d'événements	–	1 582
	55 412 \$	39 258 \$

Exercice clos le 31 mars 2020

**7. Engagements et garanties**

- a) La Fondation est partie à des contrats de location-exploitation liés à ses bureaux de Vancouver et de Toronto qui viennent à échéance en mai 2022 et en janvier 2027. Les paiements minimaux futurs se présentent comme suit.

2021	192 948 \$
2022	160 398
2023	158 253
2024	158 253
2025	158 253
Par la suite	290 130
	1 118 235 \$

- b) La Fondation garantit actuellement des cartes de crédit servant à payer les frais de déplacement de ses salariés pour un montant maximal de 150 000 \$ (133 000 \$ en 2019).

- c) En vertu de l'entente liée au fonds de dotation, la Fondation s'est engagée :

- i)* à utiliser au cours de tout exercice une tranche minimale de 25 % du revenu tiré du fonds de dotation déclaré dans l'état des résultats du deuxième exercice antérieur pour financer son programme de subventions. Le revenu du Fonds comprend les intérêts sur les placements, les dividendes et les autres revenus semblables, moins les frais de gestion facturés. Les gains ou les pertes réalisés sur les cessions ou les rachats de placements ainsi que les distributions de gains en capital sont exclus du calcul du revenu du fonds qui sera utilisé pour déterminer les subventions.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, l'obligation relative au financement des subventions s'élevait à 413 243 \$ (507 320 \$ en 2019). Ce montant, déduction faite des excédents du financement des subventions de l'exercice précédent de 122 903 \$ (excédents de 251 384 \$ en 2019), a donné lieu à une obligation nette de 290 340 \$ (255 936 \$ en 2019). Le total des subventions accordées pour l'exercice s'est chiffré à 360 000 \$ (361 544 \$ en 2019).

- ii)* à conserver le capital du fonds de dotation de 50 millions de dollars à long terme.

**8. Risques financiers**

- a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Fondation subisse une perte financière si ses contreparties débitrices à l'égard d'un instrument financier omettaient de respecter ou d'honorer leurs obligations envers la Fondation. Au 31 mars 2020, la Fondation est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de la trésorerie, des débiteurs, des placements et des dépôts.



Exercice clos le 31 mars 2020

**8. Risques financiers (suite)**

## a) Risque de crédit (suite)

La Fondation gère le risque de crédit en traitant avec des banques et des gestionnaires de placement de bonne réputation en ce qui concerne l'investissement dans des instruments, conformément à sa politique d'investissement. L'exposition au risque de crédit découlant des débiteurs est atténuée, car les sommes sont dues par différents débiteurs de bonne réputation. Il n'y a eu aucun changement important dans son exposition à ce risque depuis 2019.

## b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Fondation ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance. Pour gérer le risque de liquidité, la Fondation s'assure, dans la mesure du possible, qu'elle disposera toujours de suffisamment de fonds pour remplir ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction effectue régulièrement des prévisions à l'égard des flux de trésorerie afin d'assurer que la Fondation dispose de suffisamment de fonds sur demande pour couvrir les charges opérationnelles prévues et pour s'acquitter de ses obligations en ce qui a trait aux subventions qu'elle s'est engagée à accorder, et ce, pour une année. Il n'y a eu aucun changement important dans son exposition à ce risque depuis 2019.

## c) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison de variations des cours de marché. Le risque de marché regroupe le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. L'objectif de la gestion du risque de marché est de gérer et de contrôler l'exposition au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement. Ce risque est géré grâce à des placements dans des portefeuilles diversifiés, conformément à la politique d'investissement de la Fondation approuvée par le conseil d'administration, et à la surveillance de la capitalisation boursière et de la liquidité de chaque titre.

## i) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt. Les placements de la Fondation qui sont sous forme d'obligations, de fonds d'hypothèques et de fonds de marchés monétaires sont exposés au risque de taux d'intérêt.

## ii) Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des cours de change. La Fondation effectue des transactions en devises dans le cadre de son mandat. Les fluctuations des cours de change présentent le risque que l'excédent des produits par rapport aux charges et les flux de trésorerie soit touché de façon défavorable.

La Fondation ne conclut pas de contrats de change pour gérer l'incidence du risque de change.

Exercice clos le 31 mars 2020

**8. Risques financiers (suite)**

## c) Risque de marché (suite)

## iii) Autres risques de prix

L'exposition de la Fondation aux autres risques de prix est essentiellement attribuable aux fluctuations des cours de marché des placements cotés. L'exposition aux variations des cours est gérée en surveillant l'évolution de la conjoncture, laquelle pourrait avoir une incidence sur les cours de marché ou sur les facteurs qui influent sur la valeur de ces placements.

Il n'y a eu aucune variation importante des différents risques de marché présentés précédemment autre que celle liée à l'effet de la pandémie de COVID-19 qui sévit et dont il est question à la note 10.

**9. Ventilation des charges**

Les charges liées aux ressources humaines, aux technologies de l'information, aux finances et à l'administration ont été affectées à différents programmes de la manière suivante.

	2020	2019
Projets	1 403 798 \$	1 164 451 \$
Programme Kakehashi	123 455	125 356
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	252 005	382 383
Bourse de recherche McArthur	624	1 187
Communication et information du public	433 446	352 614
Programme de subventions	8 772	37 523
Secrétariat	54 762	29 573
Conseil d'administration	99 902	91 540
	<b>2 376 764 \$</b>	<b>2 184 627 \$</b>

**10. Événement postérieur à la date de clôture et éventualité**

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'écllosion de COVID-19 était devenue une pandémie. La situation est fluide et nul ne sait combien de temps la pandémie durera ni l'ampleur de l'effet qu'elle aura sur l'économie. Au moment de l'approbation des présents états financiers, la principale conséquence de la pandémie subit par la Fondation était le recul de la valeur de marché de ses placements. Les répercussions de la pandémie créent de l'incertitude à l'égard des flux de trésorerie futurs, et elles pourraient entraîner des changements importants pour les actifs ou les passifs et porter atteinte aux activités futures. Il n'est pas possible à l'heure actuelle d'estimer son incidence financière. La Fondation continue de suivre de près l'incidence des implications financières de la pandémie et elle remaniera ses activités, au besoin, afin d'en assurer la poursuite.

# ÉNONCÉ DES POLITIQUES ET DES PROCÉDURES DE PLACEMENT POUR LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Approuvé le : 25 juillet 2019

## Table des matières

Section I –	Introduction	1
Section II –	Vue d’ensemble du Fonds	2
Section III –	Gouvernance et administration	3
Section IV –	Rôles et responsabilités	5
Section V –	Classes d’actifs admissibles à des fins de placement	7
Section VI –	Objectifs des placements et facteurs de risque	10
Section VII –	Lignes directrices en matière de répartition d’actifs	12
Section VIII –	Diversification du portefeuille et restrictions	14
Section IX –	Prêts et emprunts	18
Section X –	Évaluation des placements	19
Section XI –	Conflits d’intérêts	20
Section XII –	Droits de vote	21
Section XIII –	Surveillance	22
Section XIV –	Examen des politiques	24
Section XV –	Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance	25

## Section I – Introduction

- 1.1 Le présent document constitue l'énoncé des politiques et des procédures de placement (la « Politique ») applicable aux actifs détenus en vertu du Fonds (le « Fonds ») de la Fondation Asie Pacifique du Canada (la « Fondation »).
- 1.2 Cette Politique vise à énoncer les principes, les lignes directrices et les procédures de surveillance relativement aux placements, en fonction des besoins et des objectifs du Fonds.
- 1.3 Tous les Gestionnaires, agents et conseillers qui fournissent des services dans le cadre du placement des actifs du Fonds doivent accepter et respecter cette Politique.

## Section II – Vue d'ensemble du Fonds

- 2.1 Le Fonds a été mis sur pied grâce à une subvention accordée par le gouvernement du Canada. Il vise notamment à fournir une source de financement stable afin d'assurer le bon fonctionnement de la Fondation Asie Pacifique du Canada.

### Section III – Gouvernance et administration

- 3.1 Le financement du Fonds est assuré par une subvention conditionnelle de 50 millions \$ accordée par le gouvernement du Canada le 22 décembre 2005. La Fondation fera appel à cette subvention conditionnelle uniquement dans le but de financer le Fonds. Aucun changement important ne sera apporté aux objectifs, à l'utilisation, ni à la Politique du Fonds sans l'approbation écrite préalable du ministre des Affaires étrangères.
- 3.2 Il incombe au conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique (le « Conseil ») de veiller à ce que le Fonds soit investi et géré conformément au principe de prudence.
- 3.3 Le Conseil est l'administrateur du Fonds et est responsable de tous les aspects du fonctionnement du Fonds.
- 3.4 Pour l'aider à s'acquitter de ses obligations, le Conseil a établi une structure de gouvernance et a délégué au Comité des placements (le « Comité ») la responsabilité de procéder aux activités de placement du Fonds. Le Comité sera composé d'au moins trois administrateurs qui ne sont ni des représentants ni des employés de la Fondation. Les membres du Comité doivent posséder des connaissances financières et, ensemble, avoir une vaste connaissance ou une vaste expérience en matière de placements. Les membres du Comité seront nommés par le Conseil.
- 3.5 Les activités de supervision du Fonds sont gérées par le Comité. Celles-ci comprennent l'élaboration de politiques, la nomination et le licenciement des gestionnaires des fonds et d'autres fournisseurs de services externes et la surveillance des résultats des placements.
- 3.6 Pour s'acquitter de ses responsabilités, le Comité peut déléguer certaines de ses tâches aux employés de la Fondation ou faire appel à ceux-ci, s'il y a lieu. Le Comité demeurera pleinement responsable des tâches déléguées aux membres du personnel et surveillera les activités entreprises par ceux-ci. Le Comité peut déléguer certaines de ses activités, s'il y a lieu, mais demeurera pleinement responsable de celles-ci. Toute référence au Comité dans la Politique sera réputée faire référence au délégué approprié.
- 3.7 Le Comité pourrait faire appel à des experts indépendants pour certains aspects du fonctionnement du Fonds, lorsque des connaissances spécialisées sont requises ou lorsqu'il y
- 3.8 Les membres du Comité et les employés de la Fondation ne pourront pas choisir des titres au nom du Fonds, mais pourront choisir des fonds communs, des certificats de placement garanti (CPG) et des dépôts à court terme auprès de banques ou de sociétés de fiducie.
- 3.9 Le Comité fera appel aux services d'un ou de plusieurs gestionnaires professionnels de placements indépendants (le « Gestionnaire » ou les « Gestionnaires ») pour investir les actifs du Fonds.
- 3.10 Le Comité attribuera les actifs du Fonds aux Gestionnaires dans des proportions respectant les lignes directrices de la présente Politique en matière de répartition d'actifs.
- 3.11 Lorsque le Comité souhaite investir dans un fonds commun, il doit veiller à ce que la politique de placements du fonds commun et toute modification subséquente respectent la présente Politique.
- 3.12 Tout dépositaire des actifs du Fonds doit être une société de fiducie enregistrée au Canada ou une compagnie d'assurances autorisée à vendre des polices d'assurance vie au Canada. Tous les placements et actifs du Fonds seront détenus par un dépositaire et investis sous un nom qui indique clairement que le placement est détenu en fiducie pour le Fonds et, lorsque le placement peut être enregistré, enregistré sous ce nom.

## Section IV – Rôles et responsabilités

### Conseil d'administration

#### 4.1 Le Conseil d'administration doit :

- approuver la Politique;
- approuver la nomination des membres du Comité;
- approuver tout état financier public qui traite de la valeur du Fonds;
- veiller à établir des accords de placements externes appropriés pour le Fonds;
- approuver la politique de combinaison d'actifs;
- veiller à réviser la Politique au moins une fois par année.

### Comité

#### 4.2 Le Comité doit :

- recommander un Énoncé de politique de placement écrit au Conseil d'administration;
- approuver la nomination de conseillers externes indépendants qui fourniront des conseils en matière de placements (le « Conseiller en placements » ou les « Conseillers en placements »);
- approuver la structure de gestion et la réviser au moins une fois par année;
- approuver la nomination et le licenciement des Gestionnaires;
- approuver la nomination et le licenciement du dépositaire;

- prendre toute décision qui pourrait être requise pour respecter les modalités de la présente Politique.

### Gestionnaires

#### 4.3 Les Gestionnaires doivent :

- investir les actifs qui leur sont attribués conformément à la Politique;
- se conformer aux modalités d'un Accord des gestionnaires de fonds (l'« Accord »);
- faire parvenir, chaque trimestre, un rapport écrit aux membres du Comité portant sur le rendement du Fonds, les avoirs investis et les transactions au cours du trimestre, la stratégie prévue pour le trimestre suivant, l'écart observé par rapport à la stratégie prévue du trimestre précédent et la conformité à la Politique;
- fournir aux membres du Comité, au moment de leur nomination et chaque fois qu'un changement important a lieu par la suite, les politiques et les procédures relatives aux normes professionnelles, aux conflits d'intérêts, aux mesures de contrôle internes et aux politiques commerciales;
- conseiller régulièrement le Comité relativement à tout changement devant être apporté à l'organisation, à l'effectif ou au processus de placement;
- pouvoir participer, de façon raisonnable, aux réunions ou aux discussions avec le Comité;
- faire rapport au Comité des politiques et des pratiques relatives aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, une fois par année et chaque fois que des changements sont apportés.

## Section V – Classes d'actifs admissibles à des fins de placement

5.1 De temps à autre, et conformément à la présente Politique, le Fonds pourrait être investi dans une ou l'ensemble des classes d'actifs et des sous-catégories de placement suivantes, que ce soit de façon directe ou par l'intermédiaire de fonds communs ou de fonds négociés en bourse qui détiennent ces placements. Dans la mesure où le Fonds est investi dans un fonds commun, les restrictions décrites ci-dessous et toute autre disposition de l'Énoncé qui pourrait être touchée ne s'appliqueront pas, mais les Gestionnaires devront respecter la politique de placement du fonds commun. Au moment de l'embauche, les Gestionnaires indiqueront aux membres du Comité en quoi les lignes directrices du fonds commun diffèrent de la présente Politique en ce qui concerne la diversification et les restrictions et présenteront aux membres du Comité leurs propres politiques sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, dans la mesure où celles-ci influencent leurs décisions touchant la sélection des titres.

### (a) « Titres » :

- actions ordinaires, débentures convertibles, bons de souscription d'actions, actions échangeables, droits d'acquisition d'actions, reçus de versement ou actions privilégiées de sociétés
- participations dans des sociétés en commandite
- fonds négociés en bourse, fiducies de placement immobilier et fiducies de revenu
- certificats de titre en dépôt

### (b) « Titres à revenus fixes » :

- obligations, débentures ou autres instruments de créance émis par des organisations nationales, étrangères ou supranationales
- titres adossés à des crédits mobiliers
- titres hypothécaires
- hypothèques commerciales et résidentielles

- fonds communs principalement investis dans des prêts hypothécaires pour des biens immobiliers canadiens et américains

- instruments de créance hybrides émis par des banques à charte canadiennes

- dépôts à terme ou instruments semblables détenus par des sociétés de fiducie agréées et des banques

### (c) « Infrastructures » :

- fonds communs essentiellement investis dans des infrastructures américaines et canadiennes

### (d) « Biens immobiliers » :

- fonds communs principalement investis dans des biens immobiliers mondiaux

### (e) « Espèces et quasi-espèces » :

- dépôts dans une banque ou auprès d'une société de fiducie ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins
- titres du marché monétaire ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins
- obligations à taux variables
- conventions de rachat ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins

### (f) « Fonds spéculatifs » :

- fonds spéculatifs au moyen de fonds communs seulement, y compris, mais sans s'y limiter, les stratégies de rendement absolu, le crédit et les titres neutres sur le marché, le crédit découlant d'événements et le crédit mondial

(g) « Instruments dérivés » :

- contrats à terme et d'option qui sont régulièrement échangés sur une bourse reconnue ou un système d'échange public organisé où les valeurs marchandes sont facilement accessibles
- contrats à terme et accords de swap auprès d'établissements financiers qui satisfont aux normes de crédit de la Politique relatives aux quasi-espèces et au revenu fixe

Autres placements :

5.2 Le Fonds ne peut pas être investi dans des classes d'actifs ou des instruments qui ne figurent pas à la présente section, notamment les biens et services, les métaux précieux, les droits miniers, les lingots et les objets de collection.

## Section VI – Objectifs des placements et facteurs de risque

- 6.1 La philosophie de placement générale du Fonds consiste à optimiser le taux de rendement réel à long terme assujéti à un degré de risque acceptable.
- 6.2 Voici les objectifs de placement du Fonds :
- (a) L'objectif principal du Fonds consiste à maintenir le capital du Fonds à long terme.
  - (b) L'objectif secondaire consiste à maintenir la valeur réelle du Fonds à long terme.
  - (c) Le taux de rendement prévu à long terme du Fonds est de 4 % supérieur à celui de l'inflation (consigné dans l'indice des prix à la consommation) au cours de périodes continues de quatre ans.
- 6.3 Le rendement quantitatif général du Fonds sera considéré comme satisfaisant si le rendement annualisé total du Fonds dépasse de 1 % le rendement qui aurait pu être obtenu en investissant l'attribution normale, présentée dans le tableau ci-dessous, dans un placement passif au cours d'une période mobile de quatre ans.

Classe d'actifs	Indice de référence	Attribution normale
Titres canadiens	Indice composé S&P/TSX	25 %
Titres mondiaux	Indice MSCI World	35 %
Revenu fixe et hypothèques canadiens	Indice mixte composé de 80 % de l'indice obligataire universel FTSE Canada + 20 % de l'indice obligataire à court terme FTSE Canada	22 %
Infrastructures	IPC + 4 %	8 %

6.4 Le tableau suivant détaille, pour chaque composante du Fonds gérée activement, les attentes en matière de valeur ajoutée pour l'indice de référence correspondant. On s'attend à ce que les Gestionnaires atteignent ces cibles de rendement pour leurs mandats respectifs, sur une période mobile de quatre ans.

Classe d'actifs	Indice de référence	Attente en matière de valeur ajoutée
Titres canadiens	Indice composé S&P/TSX	Indice + 1 %
Titres mondiaux	Indice MSCI World	Indice + 1 %
Revenu fixe et hypothèques canadiens	Indice mixte composé de 80 % de l'indice obligataire universel FTSE Canada + 20 % de l'indice obligataire à court terme FTSE Canada	Indice + 0,4 %
Infrastructures	IPC + 4 %	0,0 %
Biens immobiliers	Indice MSCI Global Property Fund	0,0 %

6.5 Pour procéder à la mesure des taux de rendement du Fonds, tous les rendements seront mesurés avant l'application des frais de gestion des placements, mais après l'application des coûts de transaction, sur une période mobile de quatre ans. Tous les rendements indexés seront considérés comme des rendements globaux. Tous les rendements indexés étrangers seront convertis en dollars canadiens.

6.6 Le risque propre à la stratégie de placement au cours d'un cycle du marché (période de cinq à dix ans) comporte trois volets. Il existe un risque que les rendements du marché à long terme ne correspondent pas aux attentes. Dans la mesure où des mesures de gestion active sont employées, il existe un risque qu'aucune valeur ajoutée ne soit obtenue ou que la

## Section VII – Lignes directrices en matière de répartition d'actifs

7.1 Pour déterminer l'attribution normale qui permettrait le mieux d'atteindre les objectifs indiqués dans la présente Politique, il importe de tenir compte :

- (a) des facteurs décrits dans l'aperçu du Fonds;
- (b) de la nature à long terme des actifs du Fonds;
- (c) des attentes en matière de rendement à long terme et des risques associés aux principales classes d'actifs, de l'inflation, des taux d'intérêt ainsi que des relations entre les rendements;
- (d) des aspects pratiques.

7.2 Au cours d'un cycle de marché complet, l'attribution devrait demeurer dans les plages suivantes (celles-ci permettent également d'estimer l'attribution normale) :

Classes d'actifs par composante	Pourcentage du Fonds en valeur marchande		
	Attribution normale	Plage	
		<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
Titres canadiens	25 %	15 %	30 %
Titres mondiaux	35 %	30 %	45 %
Titres totaux	60 %	50 %	70 %
Revenu fixe et hypothèques	22 %	15 %	30 %
Espèces et quasi-espèces	0 %	0 %	10 %
Infrastructures	8 %	4 %	12 %
Biens immobiliers	10 %	0 %	12 %

Les montants en espèces et en quasi-espèces pourraient également être retenus de temps à autre de manière temporaire et à court terme ou dans le but de créer des réserves défensives pour chaque classe d'actifs, à la discrétion de chaque Gestionnaire et dans les



Durant les périodes de changement de la composition des actifs, la répartition peut dévier de la plage autorisée.

- 7.3 Si la composition des actifs se situe en dehors des plages ci-dessus à la fin de tout trimestre, le Comité prendra des mesures correctives pour rééquilibrer la composition des actifs et rétablir sa position dans les limites établies le plus rapidement possible. Le Comité pourrait également prendre des mesures pour faire en sorte que la combinaison d'actifs corresponde davantage à l'attribution normale, et ce, en tout temps.

## Section VIII – Restrictions et limites imposées aux placements du Fonds

- 8.1 (a) Le Comité doit s'assurer que les exigences de diversification de la politique de placement du mandat de chaque Gestionnaire ou du fonds commun, de même que les montants des actifs attribués à chaque Gestionnaire ou fonds commun, sont conformes aux limites définies dans la présente section.
- (b) Sauf indication contraire, tous les pourcentages utilisés dans la présente section seront calculés selon les valeurs marchandes au moment de la publication.
- (c) Sauf dans le cas de fonds communs ou de valeurs mobilières émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou d'une province canadienne détenant une cote minimale de « A », il est interdit de placer plus de 10 % de la valeur du Fonds dans une seule entité ou un seul groupe.
- 8.2 En ce qui a trait au portefeuille d'actions du Fonds :
- (a) Tous les avoirs investis doivent être soit cotés en bourse, soit convertibles ou échangeables en ce type de titres.
- (b) Il est défendu pour le Gestionnaire et le Fonds de participer à la gestion de toute entreprise dans laquelle le Fonds détient des placements.
- (c) Les avoirs investis doivent être diversifiés par entreprise, région, industrie, devise et pays. Cependant, il convient de tenir compte de la valeur relative de l'activité économique et de la capitalisation boursière.
- (d) En ce qui a trait à toute fiducie de revenu canadienne ou fiducie de placement immobilier canadienne, sauf dans les cas où l'unité de la fiducie est détenue dans un fonds commun régi par un accord stipulant que les investisseurs du fonds commun ne peuvent pas être tenus personnellement responsables des obligations de la fiducie ou du fiduciaire, cette fiducie :

(ii) doit être assujettie aux lois d'une province qui limite les responsabilités des détenteurs d'unités par voie législative;

(iii) doit être régie par des accords dégageant les bénéficiaires de toute responsabilité personnelle relative aux obligations de la fiducie ou du fiduciaire.

(e) Tout intérêt dans un partenariat doit être en tant que partenaire limité, et non comme partenaire général.

(f) Les titres non cotés à l'indice composé S&P/TSX ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions canadiennes.

(g) Les titres d'entreprises ayant une capitalisation boursière inférieure à 1 milliard \$ US, y compris d'entreprises à nombre d'actionnaires restreint, ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions mondiales.

(h) Les titres émis par des pays non cotés dans l'indice MSCI World ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions mondiales.

### 8.3 En ce qui a trait au portefeuille de titres à revenu fixe du Fonds :

(a) Tous les titres doivent être facilement négociables.

(b) Les titres ayant une cote de crédit inférieure ou égale à « BBB (bas) » au moment de l'achat sont interdits.

(c) La durée cumulative du portefeuille doit être maintenue en deçà de trois ans de l'indice universel obligataire FTSE Canada.

(d) Il est interdit de placer plus de 5 % du Fonds dans une seule société ou valeur mobilière, sauf si le titre a été émis ou garanti par le gouvernement du Canada ou d'une province canadienne détenant une cote minimale de « A ».

(f) Les prêts hypothécaires doivent être garantis par des biens immobiliers canadiens et américains, et le montant de l'hypothèque ne doit pas être supérieur à 75 % de la valeur marchande du bien hypothéqué.

(g) Les titres dont la cote de crédit est inférieure ou égale à « A » ne doivent pas constituer plus de 30 % du Fonds.

(h) Les titres libellés en devises étrangères ne peuvent pas constituer plus de 15 % du Fonds.

### 8.4 En ce qui a trait aux instruments dérivés :

(a) Toute utilisation d'instruments dérivés, directement à partir du Fonds ou à partir d'un fonds commun, doit être conforme à une politique étudiée et approuvée par le Comité à cette fin précise.

(b) Les instruments dérivés ne peuvent servir qu'à :

(i) ajuster la durée ou le risque de crédit du portefeuille à revenu fixe, de sorte qu'il respecte les plages établies dans la présente Politique;

(ii) reproduire le rendement des taux d'intérêt ou d'un indice reconnu du marché financier;

(iii) courir un risque lié à des titres autorisés par la présente Politique;

(iv) gérer le risque de change de biens étrangers;

(v) réduire le risque dans le cadre d'une stratégie de couverture.

(c) Les instruments dérivés ne peuvent pas être utilisés pour courir des risques autrement non permis par la présente Politique, ou qui dépasseraient les limites de la présente Politique si ces risques proviennent de marchés au comptant.

- (d) Tout Gestionnaire investissant dans des instruments dérivés doit déterminer quotidiennement la valeur marchande des risques courus.

8.5 En ce qui a trait aux montants en espèces et en quasi-espèces du Fonds :

- (a) Tous les montants en quasi-espèces, y compris ceux détenus dans les portefeuilles pour chaque classe d'actif à la discrétion du Gestionnaire, doivent avoir une cote minimale de « R-1 (bas) » et être immédiatement négociables ou échangeables.
- (b) Tout dépôt dans une banque ou société de fiducie doit avoir une cote minimale de « A » ou être fait auprès d'institutions ayant depuis longtemps une cote égale ou supérieure à « A ».

8.6 Pour les fins de la présente section :

- (a) Toutes les cotes de crédit sont basées sur les cotes de l'agence Dominion Bond Rating Service, sauf mention contraire. Il est toutefois acceptable d'utiliser des cotes équivalentes provenant des autres grandes agences de notation.
- (b) Si la cote de crédit d'un titre chute sous la limite indiquée après l'achat, le Gestionnaire doit, par écrit, en aviser le Comité et proposer les mesures à prendre dans les plus brefs délais.
- (c) Les titres non cotés sont considérés comme ayant une cote inférieure aux exigences stipulées dans la présente section.

8.7 Sauf dans le cas d'instruments dérivés spécifiquement autorisés par la présente Politique, le Fonds ne peut ni acheter de titres sur marge ni effectuer de ventes à découvert. Il est défendu d'acheter des reçus de versement à moins de détenir aussi l'équivalent du prix d'achat non payé en espèces ou quasi-espèces.

## Section IX – Prêts et emprunts

9.1 Il est défendu de prêter des actifs du Fonds, en tout ou en partie, à qui que ce soit, sauf :

- (a) en achetant des titres conformes aux exigences de la présente Politique en matière de revenu fixe ou de quasi-espèces;
- (b) s'il s'agit d'un prêt de titres, soit par le dépositaire, soit par l'entremise d'un fonds commun qui prête des titres, sous réserve du maintien, en tout temps, d'une couverture de garantie d'au moins 102 % de la valeur marchande courante des titres prêtés;
  - (i) sous forme de titres liquides de haute qualité, lesquels doivent être définis dans un accord avec l'agent de prêt, qui doit également fournir une garantie bancaire pour tous les prêts;
  - (ii) en espèces, à condition que celles-ci soient placées de manière conforme aux exigences de la présente Politique en matière d'espèces et de quasi-espèces;
- (c) en signant une convention de rachat, pourvu que la valeur marchande de la garantie détenue soit supérieure ou équivalente au prix de rachat avec les intérêts courus chaque jour, et que la garantie soit, en tous autres aspects, un placement admissible dans le cadre de la présente Politique.

## Section X – Évaluation des placements

- 11.1 Les placements dans des titres négociables doivent faire l'objet d'une évaluation mensuelle ou plus fréquente, par le dépositaire, à leur valeur marchande actuelle.
- 11.2 Les placements du Fonds dans des fonds communs détenant des titres cotés en bourse doivent être évalués selon les valeurs unitaires publiées par les Gestionnaires. Le dépositaire est responsable de demander et de saisir les valeurs unitaires mensuellement.
- 11.3 Si l'évaluation boursière d'un placement n'est pas immédiatement disponible, une estimation de la juste valeur du marché sera fournie par le Gestionnaire au dépositaire au moins une fois par trimestre. Cette juste valeur du marché peut être déterminée selon l'estimation la plus récente d'un expert indépendant, ou par d'autres moyens, comme la valeur actualisée des flux de trésorerie ou la comparaison avec des actifs semblables cotés en bourse. Dans tous les cas, il convient d'employer la même méthode au fil du temps.

## Section XI – Conflits d'intérêts

- 11.4 Si un membre du Comité, un représentant ou un conseiller du Comité ou un employé travaillant au placement ou à l'administration du Fonds possède ou acquiert tout intérêt important, direct ou indirect, pouvant concerner le fonds de quelque manière ou est en position de bénéficiaire de façon importante de connaissances, d'une participation ou d'une décision de placement relative au Fonds, la personne concernée doit divulguer ce conflit d'intérêts au président du Comité dans les plus brefs délais. Le président devra alors immédiatement en aviser tous les membres du Conseil, qui devra décider des mesures à prendre en fonction des lignes directrices et politiques propres au Gestionnaire. La personne concernée devra par la suite s'abstenir de prendre toute décision liée à la question faisant l'objet du conflit, à moins d'indication contraire découlant d'une décision unanime des autres membres du Comité.
- 11.5 Tout Gestionnaire doit fournir au comité ses lignes directrices internes relativement à l'achat de titres auprès des membres de l'organisation du Gestionnaire, de ses sociétés affiliées et de toute entité dans laquelle le Gestionnaire ou ses sociétés affiliées détiennent des intérêts substantiels ou dans laquelle tout employé, époux d'employé ou enfant d'employé du Gestionnaire détient des placements substantiels.
- 11.6 Toute divulgation d'intérêt dans le cadre de la présente section sera enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du Comité pertinente.
- 11.7 Tout écart par rapport aux procédures de la présente section ne constitue pas en lui-même une cause d'invalidation de décision, de contrat ou d'autre affaire.
- 11.8 Le Comité doit s'assurer de l'existence d'une politique adéquate en matière de conflits d'intérêts et de son respect par tous les Gestionnaires. Au minimum, le code d'éthique et les règles de déontologie adoptés par l'Institut CFA s'appliquent à tous les Gestionnaires.

## Section XII – Droits de vote

- 12.1 La responsabilité d'exercer et de diriger les droits de vote acquis par l'intermédiaire des placements du Fonds doit normalement être déléguée au Gestionnaire, qui doit, en tout temps, agir avec prudence et dans l'intérêt des bénéficiaires. Le Gestionnaire doit fournir une copie de sa politique en matière de droits de vote au Comité, sur demande.
- 12.2 Le Gestionnaire doit conserver un historique de son exercice des droits de vote acquis par l'intermédiaire du Fonds et fournir une copie de cet historique au Comité, sur demande.

## Section XIII – Surveillance

- 13.1 Le Comité doit vérifier régulièrement, au besoin et au moins une fois par année :
- (a) les actifs et le flux de trésorerie net du Fonds;
  - (b) la composition actuelle d'actifs du Fonds;
  - (c) le rendement des placements et la gestion du Fonds, ainsi que le travail de chaque Gestionnaire par rapport aux objectifs de la Politique, à sa politique de placement ou à son mandat individuel, le cas échéant;
  - (d) les avoirs investis du portefeuille;
  - (e) les frais et dépenses engagés pour la gestion du Fonds;
  - (f) la conformité à la présente Politique.

À la suite de cette vérification, le Comité doit prendre toute mesure jugée prudente ou appropriée.

- 13.2 Le Comité ou un représentant désigné par le Comité doit rencontrer chaque Gestionnaire au moins une fois par année pour discuter du rendement des placements, des stratégies de placement, du rendement futur prévu et de tout changement apporté à l'organisation du Gestionnaire, à ses processus de placement ou à son personnel.
- 13.3 Les évaluations porteront principalement sur le rendement sur une période mobile de quatre ans, bien que l'on puisse également prendre en compte le rendement sur des périodes plus courtes ainsi que le rendement du Gestionnaire pour des comptes comparables avant sa nomination au Fonds. Le Gestionnaire ne sera pas nécessairement blâmé pour ne pas avoir atteint la cible de rendement à court terme. Cependant, le Comité peut conclure qu'en raison d'un rendement à court terme considérablement en deçà des objectifs, il est peu probable que le Gestionnaire atteigne son objectif de rendement en maintenant un degré de risque acceptable avant la fin du cycle de marché.

- 13.4 Le rendement des Gestionnaires sera mesuré en fonction des indices de référence applicables et des groupes homologues, de même qu'à partir d'autres critères, indices et groupes comparateurs non liés au rendement.
- 13.5 Les Gestionnaires seront aussi jugés selon des critères autres que le rendement, notamment :
- (a) le manquement aux lignes directrices de la Politique;
  - (b) les changements touchant le personnel jouant un rôle clé dans la gestion des placements, les propriétaires et la structure organisationnelle;
  - (c) la détérioration de la qualité et du niveau de service;
  - (d) les frais de gestion des placements;
  - (e) la situation financière du cabinet (y compris tout changement important relativement aux actifs gérés).
- 13.6 Le Comité doit déterminer s'il est nécessaire de communiquer au Conseil toute information découverte dans le cadre des activités de surveillance décrites aux présentes.

## Section XIV – Examen des politiques

- 14.1 La présente Politique sera examinée et approuvée au moins une fois par année, ou chaque fois qu'un changement important s'impose. Un tel examen peut être nécessaire pour diverses raisons, notamment :
- (a) un changement dans les dépenses prévues du Fonds;
  - (b) une révision du rapport risque/rémunération prévu à long terme pour des classes d'actifs importantes;
  - (c) un changement des objectifs financiers ou de la tolérance au risque de la Fondation;
  - (d) la découverte de lacunes de la Politique lors de son application pratique;
  - (e) la nécessité de modifier la Politique à la suite de recommandations communiquée au Comité par un Gestionnaire.

## Section XV – Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance

- 15.1 Les entreprises qui omettent de tenir compte des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) s'exposent à des risques qui peuvent avoir une incidence défavorable sur leur rendement financier à long terme. Dans l'évaluation des entreprises en vue d'un éventuel investissement, les gestionnaires de placements doivent inclure une évaluation des risques et des possibilités susceptibles de découler des facteurs ESG.
- 15.2 Les gestionnaires actuels doivent s'efforcer d'intégrer les considérations ESG dans leur processus d'investissement et sont tenus de soumettre un rapport annuel sur l'évolution de leurs pratiques ESG. La manière d'intégrer les facteurs ESG dans le processus d'investissement sera prise en considération dans l'évaluation et la sélection de nouveaux gestionnaires de placements et les décisions de continuation des gestionnaires en place. Les gestionnaires de placements gardés par la Fondation resteront responsables de leurs décisions en matière de sélection des titres.

[Les annexes supplémentaires de ce rapport annuel](#)  
se trouvent sur le site Web de la Fondation Asie  
Pacifique du Canada.



ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA